

TABLEAU DE BORD DE L'ECONOMIE

Burkina Faso
Unité - Progrès - Justice

Ministère de l'Economie, des
Finances et de la prospective

Secrétariat Général

Institut National de la Statistique
et de la Démographie (INSD)



TBE n° 02/2022

Tableau de bord de l'Economie

au 2 ème trimestre 2022

Octobre 2022

SOMMAIRE

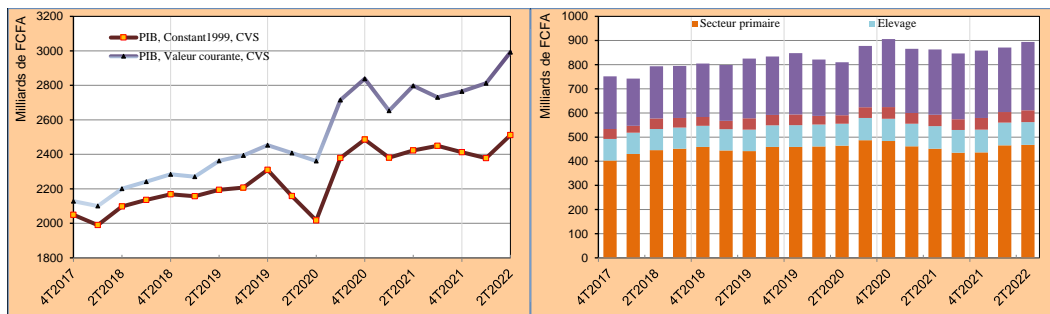
Secteur réel	3
Secteur finances publiques	10
Secteur monétaire	15
Secteur extérieur	19
Définitions et abréviations	25
Crédit des contributions	26

Secteur réel

Après deux baisses consécutives aux trimestres précédents, on note une reprise de la croissance économique au deuxième trimestre essentiellement portée par le secteur tertiaire. En effet, le secteur tertiaire connaît une très bonne performance de sa croissance réelle (+8,3%) à la fois imputable aux activités marchandes et non marchandes. Les autres secteurs connaissent également des hausses mais dans des proportions moins importantes que le tertiaire. Ainsi, le secondaire croît de 4,8% tandis que le secteur primaire enregistre seulement une croissance timide de 0,5%. La hausse du niveau général des prix à la consommation entamée depuis le deuxième trimestre 2021 s'est poursuivie de façon ininterrompue jusqu'au deuxième trimestre 2022. Ainsi, le deuxième trimestre 2022 est marqué par une inflation de 8,4% en glissement trimestriel et de 16,1% en glissement annuel. La production industrielle du quatrième trimestre de 2021 enregistre une hausse par rapport au troisième trimestre. En effet, l'indice harmonisé de la production industrielle (IHP) s'est établi à 147,5, en hausse de 4,2% en glissement trimestriel. Par rapport au même trimestre du quatrième trimestre de 2020, l'indice enregistre une baisse de 2,9%.

COMPTES NATIONAUX TRIMESTRIELS (CNT)

CNT (Milliards de FCFA)	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	Glissement	
	2021	2021	2021	2022	2022	trimestriel	annuel
En volume aux prix de l'année précédente chaînés, CVS							
Secteur primaire	451,7	435,8	436,7	465,9	468,2	0,5%	3,6%
Agriculture	310,6	294,5	295,2	323,5	325,6	0,7%	4,8%
Agriculture hors égrenage de coton	297,5	280,7	281,2	309,7	311,6	0,6%	4,8%
Egrenage de coton	13,5	13,8	14,0	14,1	14,3	1,4%	6,4%
Élevage	93,6	93,9	94,1	94,1	94,1	0,0%	0,5%
Sylviculture et chasse	38,5	38,5	38,5	38,6	38,7	0,2%	0,6%
Pêche et aquaculture	7,8	7,8	7,9	7,9	7,9	0,2%	0,6%
Secteur secondaire	640,2	654,6	653,5	600,5	629,3	4,8%	-1,7%
Activités extractives	292,8	303,3	302,7	271,4	278,7	2,7%	-4,8%
Activités manufacturières	257,6	248,0	255,4	250,8	270,5	7,8%	5,0%
Agroalimentaire	168,2	162,8	166,3	164,1	178,3	8,6%	6,0%
Fabrication de textiles et articles d'habillements	27,1	26,7	26,7	27,1	27,0	-0,1%	-0,1%
Fabrication de produits minéraux	14,2	13,9	12,9	15,7	16,0	1,6%	12,1%
Autres industries manufacturières	47,3	44,2	48,3	43,9	48,7	10,9%	2,9%
Electricité - Eau - Assainissement	19,4	19,4	19,6	20,6	21,6	5,0%	11,3%
Construction	64,1	72,8	66,5	54,0	57,6	6,7%	-10,2%
Secteur tertiaire	1 046,5	1 068,5	1 026,6	1 038,4	1 124,4	8,3%	7,4%
Commerce et réparation	202,7	195,7	211,3	211,1	226,5	7,3%	11,7%
Transport et entreposage	27,9	27,4	32,6	25,4	27,2	6,8%	-2,6%
Hébergement et restauration	45,2	46,2	42,1	39,8	47,4	19,0%	4,8%
Information et communication	67,0	71,6	76,0	69,8	80,1	14,8%	19,6%
Services Financiers et assurances	36,9	37,8	40,0	40,3	43,7	8,3%	18,5%
Activités immobilières	119,7	119,8	120,2	121,0	121,5	0,5%	1,6%
Activités professionnelles, scientifiques, techniques, Services d'	25,0	27,2	20,3	36,3	33,6	-7,3%	34,7%
Services d'administration publique et autres services collectifs	518,1	537,3	482,1	493,9	542,4	9,8%	4,7%
Impôts et taxes nets sur les produits	270,5	272,2	279,3	267,1	283,0	5,9%	4,6%
PIB, Volume au prix de l'année précédente	2 422,4	2 449,1	2 412,5	2 378,5	2 511,6	5,6%	3,7%
PIB, Valeur courante, CVS	2 797,1	2 730,6	2 764,9	2 812,6	2 992,0	6,4%	7,0%



Après deux baisses consécutives aux trimestres précédents, on note une reprise de la croissance économique au deuxième trimestre essentiellement portée par le secteur tertiaire. En effet, le secteur tertiaire connaît une très bonne performance de sa croissance réelle (+8,3%) à la fois imputable aux activités marchandes et non marchandes. Les autres secteurs connaissent également des hausses mais dans des proportions moins importantes que le tertiaire. Ainsi, le secondaire croît de 4,8% tandis que le secteur primaire enregistre seulement une croissance timide de 0,5%.

La bonne tenue de l'activité économique dans le tertiaire est essentiellement imputable aux activités marchandes. Ainsi, on note de très fortes hausses dans les activités d'information et de communication (+14,8%) et dans les services d'hébergement et de restauration (+19,0%). Dans les activités de commerce, le volume des ventes au deuxième trimestre a également augmenté (+7,3%). La hausse est aussi observée dans les services de transports et d'entreposage (+6,8%) et des services financiers et d'assurance (+8,3%). Les activités immobilières enregistrent cependant une croissance timide de 0,5% de leur valeur ajoutée réelle. Les activités professionnelles, scientifiques, techniques et des services de soutien de bureau ont par contre baissé de 7,3%.

Dans le secteur secondaire, la croissance de 4,8% a été imprimée par toutes les branches d'activités avec des contributions positives. Les activités manufacturières connaissent la meilleure performance dans ce secteur d'activités. En effet, on enregistre une croissance de 7,8% du volume des activités de cette branche, suivie de la construction (+6,7%). Néanmoins, les activités extractives, représentant à elles seules la moitié de la valeur ajoutée du secondaire, a connu une hausse timide de 2,7%, malgré deux baisses consécutives enregistrées sur les deux derniers trimestres (-0,2% au quatrième trimestre de 2021 et -10,3% au premier trimestre 2022). Cette timide reprise des activités extractives peut s'expliquer, d'une part, par la modeste hausse des quantités d'or produites, et d'autre part, par l'arrêt de la production du Zinc.

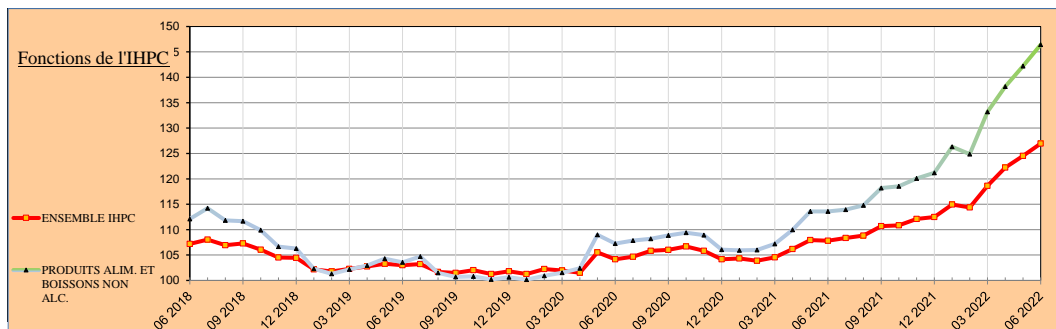
La faible performance du secteur primaire (+0,5%) est liée à une faible croissance du secteur agricole (+0,7%) et de l'élevage qui stagne.

En glissement annuel, le PIB progresse de 4,6% imputable aux secteurs tertiaire (+7,4%) et au secteur primaire (+3,6%), le secteur secondaire ayant enregistré une contre performance de -1,7%.

Source : MINEFID / INSD

INDICE HARMONISE DES PRIX A LA CONSOMMATION (IHPC)

IHPC Trimestriel Base 100 = 2014	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	Glissement	
	2021	2021	2021	2022	2022	trimestriel	annuel
ENSEMBLE IHPC	107,3	109,3	111,8	116,0	124,6	7,4%	16,1%
PRODUITS ALIM. ET BOISSONS NON ALC.	112,4	115,6	119,9	128,1	142,3	11,0%	26,6%
BOISSONS ALCOOLISEES, TABACS ET STUPEFIANTS	132,2	142,1	142,8	137,3	159,9	16,4%	21,0%
ART. D'HABILLEMENT ET ARTICLES CHAUSANTS	101,3	101,3	101,6	101,6	101,6	0,1%	0,3%
LOGEMENT, EAU, ELECTRICITE, GAZ, AUTRES COMB.	99,8	98,3	100,5	98,5	102,2	3,8%	2,4%
AMEUBL., EQUIP. MENAGER, ENTRET. MAISON	101,3	101,3	101,0	101,5	101,6	0,1%	0,3%
SANTE	100,5	100,6	100,6	100,6	100,6	0,0%	0,1%
TRANSPORTS	98,5	98,5	99,2	99,2	102,6	3,5%	4,2%
COMMUNICATION	98,8	98,8	98,7	98,7	98,7	0,0%	0,0%
LOISIRS, SPECTACLES ET CULTURE	101,2	101,2	101,1	101,1	101,2	0,1%	0,1%
ENSEIGNEMENT	107,8	108,7	112,1	112,1	112,1	0,0%	4,0%
HOTELS, CAFES, RESTAURANTS	105,6	106,0	107,1	107,1	107,3	0,2%	1,7%
AUTRES BIENS ET SERVICES	100,9	100,9	101,3	101,4	101,4	0,0%	0,5%



La hausse du niveau général des prix à la consommation entamée depuis le deuxième trimestre 2021 s'est poursuivie de façon ininterrompue jusqu'au deuxième trimestre 2022. Ainsi, le deuxième trimestre 2022 est marqué par une inflation de 8,4% en glissement trimestriel et de 16,1% en glissement annuel.

La hausse en glissement trimestriel est essentiellement liée à une flambée des prix des produits de la fonction de consommation "produits alimentaires et boissons non alcoolisées" (+12,6%) et celle des "boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants" (+16,5%).

L'inflation de 16,1% relevée en variation annuelle reste imputable au renchérissement des "produits alimentaires et boissons non alcoolisées" (+26,6%) et des "boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants" (+21,0%).

L'envolée des prix des « Produits alimentaires et boissons non alcoolisées » est tributaire de celle des prix des céréales non transformées, des farines, des pains, des agrumes, des huiles, des légumes frais en fruits ou en feuilles.

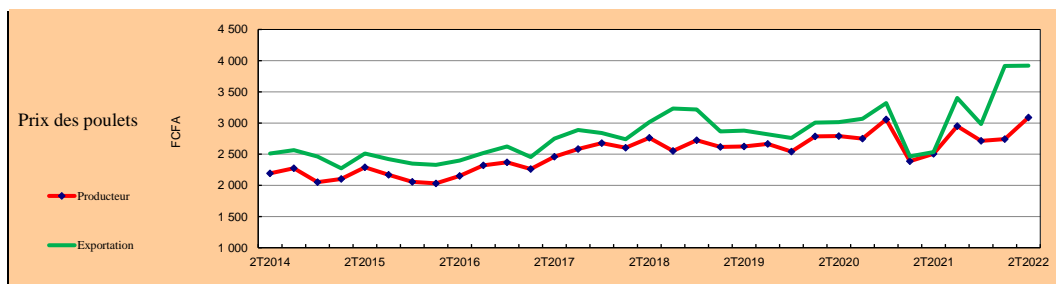
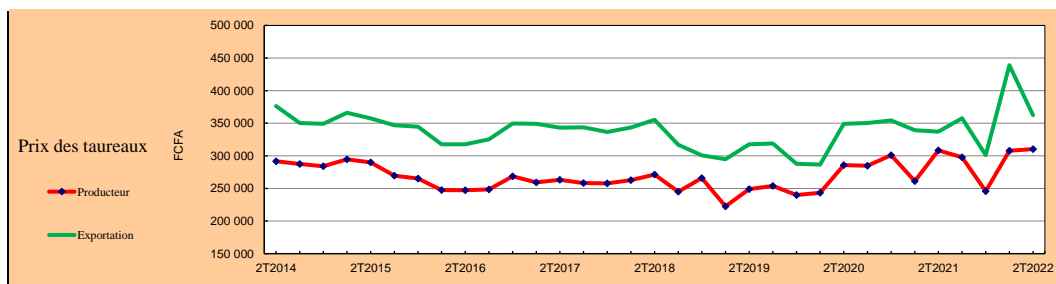
Quant à la hausse des prix de la fonction « Boissons alcoolisées, Tabac et stupéfiants », elle est induite par la hausse des prix des tabacs et stupéfiants ainsi que des vins.

A fin juin 2022, l'inflation moyenne des 12 derniers mois est de 9,0% contre 3,2% à fin juin 2021. L'envolée des prix des "produits alimentaires et des boissons non alcoolisées" et le renchérissement des prix des "boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants" demeurent les principaux éléments explicatifs de cette inflation.

Source : MINEFID / INSD

PRIX DES PRODUITS DE L'ELEVAGE

Prix sur les marchés de référence En Francs CFA	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	Glissement	
	2021	2021	2021	2022	2022	trimestriel	annuel
	Prov						
Prix au producteur du taureau	308 244	297 687	245 687	307 780	310 333	0,8%	0,7%
Prix à l'exportation du taureau	337 066	357 797	301 231	438 941	362 287	-17,5%	7,5%
Prix au producteur du bélier	55 766	60 745	44 735	61 176	56 861	-7,1%	2,0%
Prix à l'exportation du bélier	53 348	70 002	53 579	71 662	72 645	1,4%	36,2%
Prix au producteur du bouc	27 687	29 515	29 986	34 190	33 750	-1,3%	21,9%
Prix à l'exportation du bouc	23 587	31 909	29 082	28 903	29 090	0,6%	23,3%
Prix au producteur du poulet	2 505	2 951	2 713	2 741	3 089	12,7%	23,3%
Prix à l'exportation du poulet	2 534	3 403	2 983	3 915	3 920	0,1%	54,7%
Prix au producteur de la pintade	2 813	2 933	2 979	3 075	3 107	1,0%	10,4%
Prix à l'exportation de la pintade	3 034	3 148	3 128	3 456	3 479	0,7%	14,7%



Le marché du bétail au deuxième trimestre 2022 s'est caractérisé par une baisse du niveau d'approvisionnement en relation avec la situation sécuritaire toujours persistante et un déplacement massif de la population qui se poursuit surtout dans les zones d'élevage. Avec cette baisse de l'approvisionnement, on a observé une forte hausse des prix du bétail et de la volaille. Le prix du poulet est celui qui a subi la plus forte hausse aussi bien sur les marchés au producteur que d'exportation.

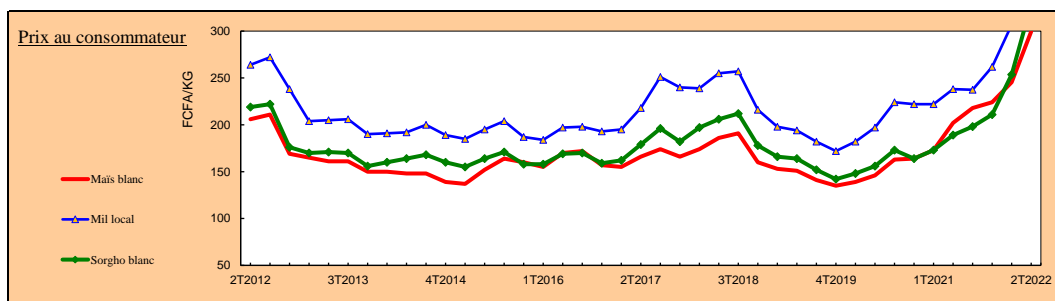
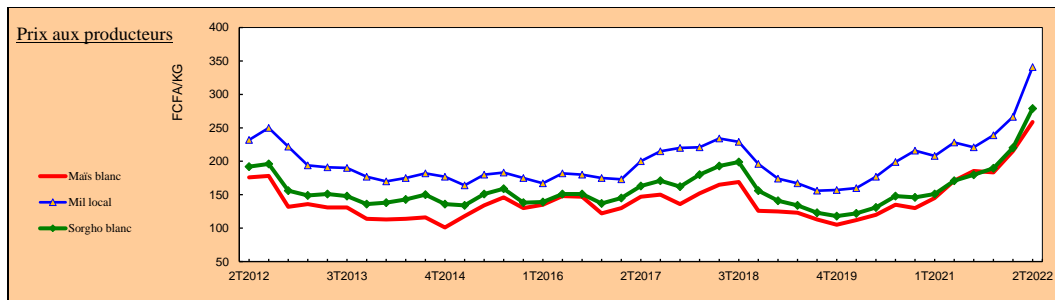
En glissement trimestriel, le prix du taureau a enregistré une hausse de 0,8% sur les marchés locaux et une baisse de 17,5% sur les marchés d'exportation. Le prix du bélier a affiché une hausse de 1,4% et une baisse de 7,1% respectivement sur les marchés de production et d'exportations. Le prix du bouc a également augmenté de 0,6% sur le marché au producteur mais baisse de 1,3% sur le marché d'exportation. Ainsi donc, le prix du bétail a augmenté globalement en glissement trimestriel sur les marchés locaux et à baissé sur les marchés d'exportation. Le prix de la volaille a connu une hausse sur l'ensemble des marchés. Le prix du poulet a varié de 0,1% sur les marchés de production et de 12,7% sur les marchés d'exportation. Le prix de la pintade a évolué à la hausse de +0,7% et +1,0% respectivement sur les marchés de production et d'exportation.

En glissement annuel, la tendance à la hausse des prix est observée sur l'ensemble des marchés. Sur les marchés au producteur, le prix du taureau a enregistré une hausse de 0,7%, celui du bélier de 2,0% et le prix du bouc de 21,9%. Les tensions des prix sont encore plus importants sur les marchés d'exportation. Le prix du taureau a affiché une hausse de 7,5%, moins élevée que celui du bélier ressorti à 36,2%. La hausse du prix du bouc est ressorti à 23,3%. La hausse du prix à l'exportation du poulet a été la plus élevée (54,7%).

Sources : M.R.A.H. / D.G.E.S.S.

PRIX DES PRODUITS AGRICOLES

Prix sur les marchés de référence (En Francs CFA / Kg)	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	Glissement	
	2021	2021	2021	2022	2022	trimestriel	annuel
Prix au producteur du maïs blanc	171,0	185,6	183,3	215,2	258,7	20,2%	51,3%
Prix au consommateur du maïs blanc	202,0	217,9	224,0	245,5	299,4	22,0%	48,2%
Prix au producteur du mil local	228,0	221,0	238,9	266,3	340,8	28,0%	49,5%
Prix au consommateur du mil local	238,0	237,4	261,8	306,8	386,4	26,0%	62,4%
Prix au producteur du sorgho blanc	171,0	179,7	189,6	220,3	278,9	26,6%	63,1%
Prix au consommateur du sorgho blanc	189,0	198,1	210,9	253,7	328,0	29,3%	73,5%



Les prix des produits céréalières ont poursuivi leur tendance à la hausse depuis le premier trimestre 2022. Au deuxième trimestre 2022, on a observé une augmentation des prix des principales céréales à la fois en glissement trimestriel et en glissement annuel.

En glissement trimestriel, sur les marchés de collecte, le mil a été la spéculation avec la plus forte hausse de prix soit 28,0%, tandis que sur les marchés de détail, la plus forte variation de prix est celle du sorgho blanc (29,3%). En effet, le prix moyen du mil à la collecte est passé de 266 F/Kg à 341 F/Kg, du sorgho blanc de 220 F/Kg à 279 F/Kg, et du maïs blanc de 215 F/Kg à 259 F/Kg. Par ailleurs, sur le marché de détail, les niveaux de prix des trois céréales varient de différentes manières :

- De 246 F/Kg à 300 F/Kg pour le maïs blanc
- De 307 F/Kg à 386 F/Kg pour le mil
- De 254 F/Kg à 328 F/Kg pour le sorgho blanc

Cependant le maïs blanc enregistre la plus faible variation de prix à la collecte (+20,2) et au détail (+22,0%).

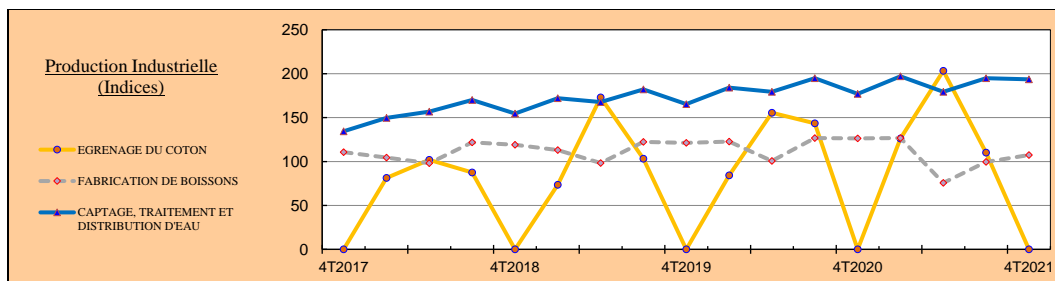
En glissement annuel, les hausses sont plus amplifiées qu'en glissement trimestriel. Sur les marchés de collecte la hausse la plus élevée est enregistrée par le sorgho blanc (+63,1%), et la moins élevée par le mil (+49,5%). Sur les marchés de détail, la hausse la plus élevée concerne le sorgho blanc (+73,5%), et la moins élevée le maïs blanc (+48,2%). Ces hausses de prix sont probablement dues à une production agricole plus faible par rapport à l'année dernière, à une forte demande de céréales des ménages, des institutions pour la reconstitution des stocks, des brasseries et des provenderies.

En perspective, les niveaux de prix et la demande resteront élevés au cours des prochains mois. En revanche, l'offre peut s'améliorer si les producteurs décident de vendre leurs stocks pour acheter des intrants agricoles (semences, engrais, pesticides, etc.). En outre, l'ouverture et le fonctionnement effectif des points de vente de céréales aux personnes vulnérables de la SONAGESS pourraient également améliorer l'offre.

Sources : M.A.A.H. / SO.NA.GE.S.S.

INDICES TRIMESTRIELS CHAINES - BASE 100 EN 2015 - DIVISIONS

IHPI Trimestriel INDICES TRIMESTRIELS CHAINES - BASE 100 EN 2015 - DIVISIONS	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	Glissement	
	2020	2021	2021	2021	2021	trimestriel	annuel
EGRENAGE DU COTON	126,1	203,2	110,2	0,0	98,5		-21,9%
EXTRACTION DE MINERAIS MÉTALLIQUES	141,5	159,6	108,5	129,9	113,9	-12,3%	-19,5%
ACTIVITÉS DE SOUTIEN AUX INDUSTRIES EXTRACTIVES	291,1	321,7	319,5	408,3	260,1	-36,3%	-10,6%
FABRICATION DE PRODUITS ALIMENTAIRES	93,1	118,3	78,2	93,4	96,7	3,6%	3,9%
FABRICATION DE BOISSONS	126,8	75,7	99,6	107,4	169,6	57,9%	33,8%
FABRICATION DE PRODUITS A BASE DE TABAC	153,9	130,3	132,8	139,5	138,8	-0,5%	-9,8%
ACTIVITÉS DE FABRICATION DE TEXTILES	71,2	180,3	111,5	107,0	98,3	-8,1%	38,0%
FABRICATION D'ARTICLES D'HABILLEMENT	328,2	228,0	123,1	102,5	361,5	252,6%	10,2%
TRAVAIL DU CUIR ; FABRICATION D'ARTICLES DE VOYAGE	41,2	35,8	41,2	27,1	12,6	-53,4%	-69,4%
TRAVAIL DU BOIS ET FABRICATION D'ARTICLES EN BOIS	145,5	44,0	94,2	122,6	115,5	-5,9%	-20,6%
FABRICATION DU PAPIER ET DU CARTON	436,7	280,9	154,5	160,2	355,5	122,0%	-18,6%
IMPRIMERIE ET REPRODUCTION D'ENREGISTREMENTS	179,8	75,6	30,5	76,7	173,1	125,8%	-3,7%
FABRICATION DE PRODUITS CHIMIQUES	186,7	194,6	183,0	224,1	204,2	-8,9%	9,3%
TRAVAIL DU CAOUTCHOUC ET DU PLASTIQUE	125,9	140,0	152,5	168,2	303,2	80,3%	140,8%
FABRICATION DE MATERIAUX MINERAUX	91,5	91,7	106,4	109,0	106,2	-2,6%	16,0%
MÉTALLURGIE	104,4	89,9	79,0	71,4	69,7	-2,4%	-33,2%
FABRICATION D'OUVRAGES EN MÉTAUX	93,2	169,2	153,8	215,7	232,1	7,6%	149,1%
FABRICATION D'EQUIPEMENTS ELECTRIQUES	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
FABRICATION DE MEUBLES ET MATÉLAS	327,0	370,4	307,9	284,8	269,9	-5,3%	-17,5%
AUTRES INDUSTRIES MANUFACTURIERES	338,3	95,9	151,9	102,4	295,1	188,1%	-12,8%
PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ ET DE CHALEUR	314,1	264,8	440,5	358,1	379,4	6,0%	20,8%
CAPTAGE, TRAITEMENT ET DISTRIBUTION D'EAU	197,0	179,4	194,8	193,6	213,7	10,3%	8,5%
Ensemble	151,9	168,8	122,3	141,5	147,5	4,2%	-2,9%



Au quatrième trimestre 2021, la production industrielle enregistre une hausse par rapport au troisième trimestre. En effet, l'indice harmonisé de la production industrielle (IHPI), s'est établi à 147,5 est en hausse de 4,2% en glissement trimestriel. Par rapport au même trimestre de 2020, l'indice enregistre une baisse de 2,9%.

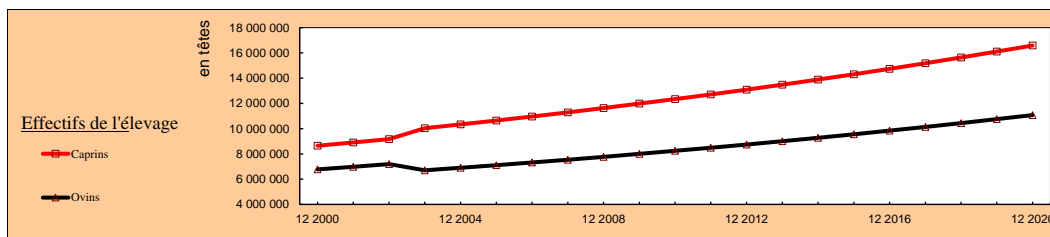
En glissement trimestriel, la hausse du rythme de l'activité industriel s'explique principalement par une forte hausse de la fabrication d'article d'habillement (+252,6%), l'imprimerie et reproduction d'enregistrement (+125,8%), la fabrication du papier et du carton (+122,0%), le travail du caoutchouc et du plastic (+80,3) et de la fabrication de boissons (+57,9%). Toute fois, cette forte hausse est atténuée par une baisse des activités de "TRAVAIL DU CUIR ; FABRICATION D'ARTICLES DE VOYAGE ET DE CHAUSSURES" (-53,4%), des "ACTIVITÉS DE SOUTIEN AUX INDUSTRIES EXTRACTIVES" (-36,3%), des "EXTRACTION DE MINERAIS MÉTALLIQUES" (-12,3%) et des "ACTIVITÉS DE FABRICATION DE TEXTILES" (-8,1%).

En glissement annuel, la baisse du rythme de l'activité industrielle est due essentiellement à une baisse de l'activité de " TRAVAIL DU CUIR ; FABRICATION D'ARTICLES DE VOYAGE ET DE CHAUSSURES" (-69,4%), de métallurgie (-33,2%), de l'activité d'égrénage (-21,9%), et du "TRAVAIL DU BOIS ET FABRICATION D'ARTICLES EN BOIS HORS MEUBLES" (-20,6%). D'autre secteurs d'activités ont cependant enregistré une forte hausse qui n'a pas suffit à contre balancer la baisse constatée. Il s'agit des secteurs de fabrication d'ouvrage en métaux (+149,1%), de travail de caoutchouc et du plastic (+140,8%) et des activités de fabrication de textile (+38,0%).

Source : MINEFID / INSD

EFFECTIFS DU SECTEUR DE L'ELEVAGE

Effectifs (en têtes et en milliers de têtes)	déc 2016	déc 2017	déc 2018	déc 2019	déc 2020	Croissance moyenne	
						samedi-jeudi	mardi-jeudi
Effectif de bovins (en têtes)	9 457 934	9 647 073	9 839 995	10 036 771	10 237 484	2,0%	2,0%
Effectif d'ovins (en têtes)	9 842 712	10 137 973	10 442 084	10 755 322	11 077 955	3,0%	3,0%
Effectif de caprins (en têtes)	14 737 393	15 179 490	15 634 856	16 103 880	16 586 976	3,0%	3,0%
Effectif de la volaille (poules + pintades) (en milliers de têtes)	44 792	46 135	47 519	48 945	50 413	3,0%	3,0%

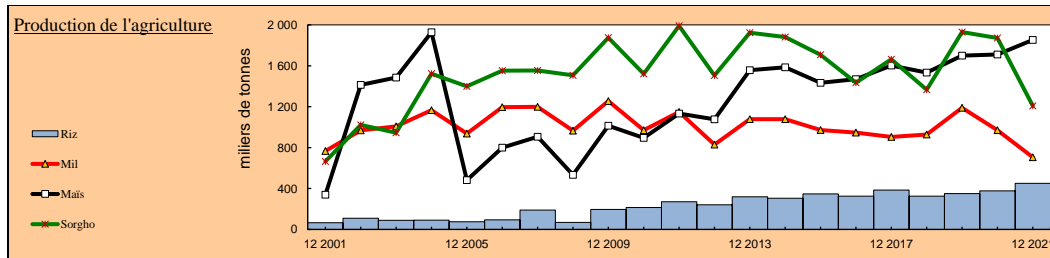


La pandémie de la Covid-19 n'a pas permis le bon déroulement des activités entrant dans le cadre de la Première Enquête Nationale sur le Cheptel (ENC1) qui devrait permettre de disposer de données actualisées. En attendant donc les résultats de l'ENC1, les effectifs du cheptel 2020 sont estimés sur la base des données de la deuxième Enquête Nationale sur les Effectifs du Cheptel (ENEC II). Les résultats de cette estimation consignés dans le tableau ci-dessus donnent des effectifs de 10 237 484 têtes de bovins, de 27 664 931 têtes de petits ruminants (ovins et caprins) et de 50 413 102 têtes pour la volaille (poules et pintades).

Sources : M.R.A.H. / D.G.E.S.S.

PRODUCTION DU SECTEUR DE L'AGRICULTURE

Production de l'agriculture (tonnes)	déc 2017	déc 2018	déc 2019	déc 2020	déc 2021	Croissance moyenne	
						Quinquennale	Annuel
Production brute totale de céréales	4 063 198	5 180 702	4 939 630	5 179 104	4 661 140	3,5%	-10,0%
dont : Production brute de mil	928 234	1 189 079	970 176	957 253	705 345	-6,6%	-26,3%
dont : Production brute de sorgho	1 365 898	1 929 834	1 871 792	1 893 571	1 207 786	-3,0%	-36,2%
dont : Production brute de maïs	1 533 431	1 700 127	1 710 898	1 920 101	1 853 510	4,9%	-3,5%
dont : Production brute de riz (pluvial et irrigué)	325 566	350 392	376 577	451 421	451 014	8,5%	-0,1%



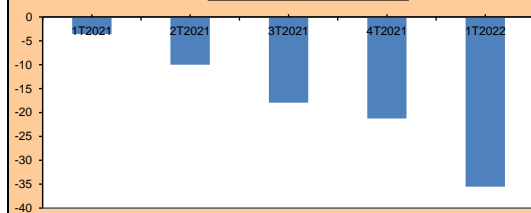
Ce premier trimestre de l'année 2022 est marqué par les résultats définitifs de la campagne agricole 2021/2022. Cette campagne agricole a connu un déroulement globalement normal sur l'ensemble du territoire. Les retards constatés à l'installation de la campagne ont été compensés par une prolongation de la pluviométrie. Toutefois, des cas d'inondations, de poches de sécheresse, d'attaques de chenilles légionnaires et d'oiseaux granivores ont perturbé le développement des cultures dans certaines localités. La production définitive des cultures céréalières est évaluée à 4 661 140 tonnes. Elle est en baisse dans son ensemble de 10,0% par rapport à la dernière campagne agricole et en hausse de 3,5% par rapport à la moyenne des cinq dernières années.

Les résultats définitifs de la campagne agricole 2021-2022 (selon le Rapport de synthèse de la Situation Alimentaire et Nutritionnelle (CPSA) de l'année 2022) révèlent que 52,0% des ménages agricoles n'arriveront pas à couvrir leurs besoins céréaliers avec leur seule production. La production des différentes céréales se répartit comme suit :

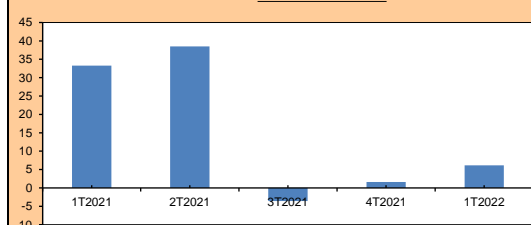
- le **mil** enregistre une production de 705 345 tonnes soit **une baisse de 26,3%** par rapport à la campagne précédente et de 6,6% par rapport à la moyenne quinquennale;
- le **sorgho blanc** a enregistré une production totale estimée à 1 207 786 tonnes soit **une baisse de 36,2%** par rapport à la campagne précédente et une hausse de 3,0% par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes;
- le **sorgho rouge** a enregistré une production totale estimée à 435 936 tonnes soit **une hausse respectivement de 5,2%** et de 5,5% par rapport à la campagne précédente et à la moyenne quinquennale;
- la **production de maïs** estimée à 1 853 510 tonnes est **en baisse de 3,5%** par rapport à la campagne passée et en hausse de 4,9% à la moyenne des cinq dernières campagnes;
- la **production de riz** évaluée à 451 014 tonnes est relativement stable par rapport à 2020/2021 et en hausse de 8,5% par rapport à la moyenne quinquennale;
- La **production globale des autres produits vivriers** (niébé, voandzou, patate et igname) est évaluée à 693 458 tonnes. Comparée à la campagne passée et à la moyenne des cinq dernières années, elle est respectivement **en baisse de 28,4%** et de 16,2%.
- La **production définitive des cultures de rente** (coton, arachide, sésame et soja) est estimée à 1 451 144 tonnes soit **une baisse respectivement de 19,5%** et de 0,7% par rapport à l'année précédente et à la moyenne quinquennale.

Cette baisse est la conséquence de plusieurs facteurs conjugués dont les principaux sont (i) la réduction de superficies emblavées causée par l'insécurité, (ii) la baisse de rendement due à l'insuffisance d'intrants notamment de l'engrais et (iii) la mauvaise répartition temporelle de la pluviométrie. La quasi inexistence de stocks reports, cumulée au faible niveau des importations cette année contribue à la faiblesse de l'offre en produits vivriers.

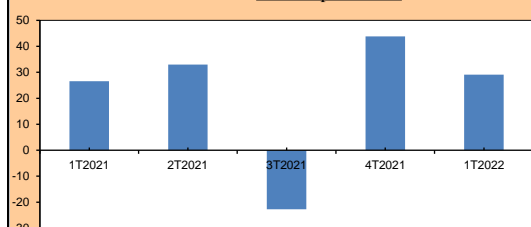
Sources : M.A.A.H. / SO.NA.G.E.S.S.

SOLDES D'OPINION (%) DES CHEFS D'ENTREPRISES...**... sur le climat des affaires****Climat des affaires**

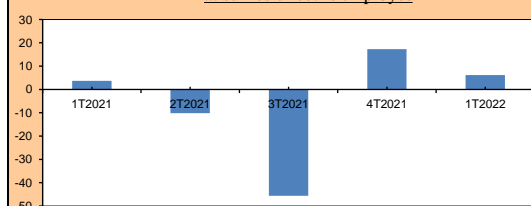
La détérioration du climat des affaires amorcée depuis le premier trimestre 2021 se poursuit jusqu'au premier trimestre 2022.

... sur les recettes**Recettes**

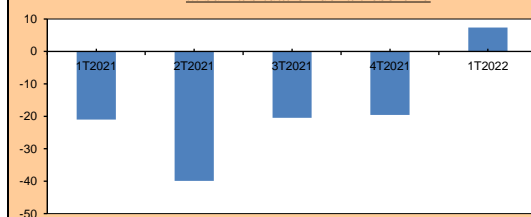
La hausse des recettes reprise au 4ème trimestre 2021 s'est maintenue jusqu'au premier trimestre 2022.

... sur la production**Production**

Au premier trimestre 2022, la production a connu une baisse par rapport au 4ème trimestre 2021.

... sur les effectifs employés**Effectifs employés**

La hausse de l'effectif des employés amorcée au quatrième trimestre 2021 ne s'est pas maintenue

... sur la situation de la trésorerie**Trésorerie des entreprises**

La situation de la trésorerie s'est améliorée au premier trimestre 2022 après une année de détérioration.

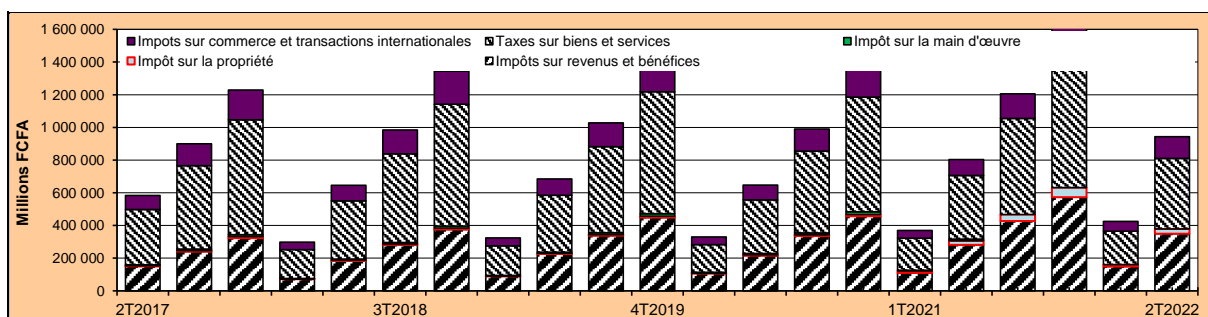
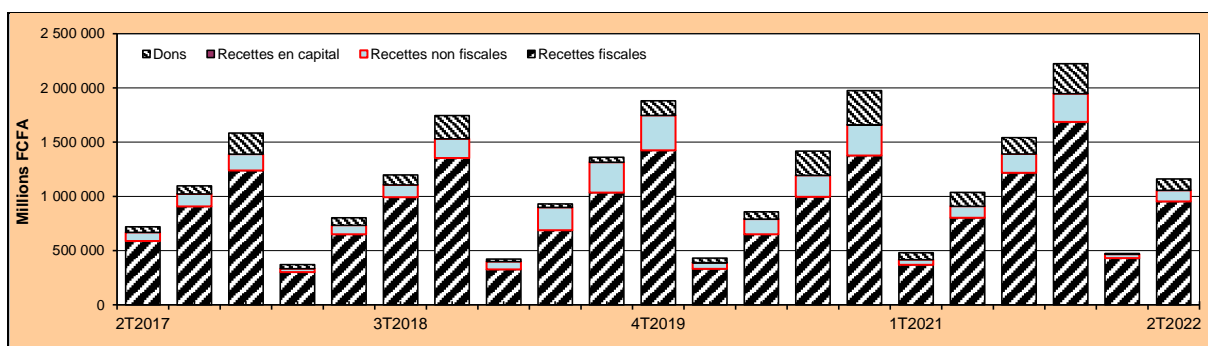
Source : MINEFID / INSD

Finances publiques

L'exécution des opérations financières de l'Etat, au 30 juin 2022, s'est soldée par un déficit (base engagement) de 197,91 milliards de FCFA, contre un déficit de 250,20 milliards de FCFA pour le premier semestre 2021.

RECETTES TOTALES ET DONS

RECETTES CUMULEES (En millions Francs CFA)	Prévision budgétaire (2021)	2. Trim. 2021	3. Trim. 2021	4. Trim. 2021	1. Trim. 2022	2. Trim. 2022	Taux d'exécution	Glissement annuel
		Réal.	Réal.	Réal.	Est.	Est.		
Recettes totales et dons	2 340 113,0	1 036 789,5	1 541 017,1	2 223 832,2	473 815,0	1 161 382,9	49,6%	12,0%
Recettes totales	2 000 418,0	908 559,9	1 390 578,5	1 946 590,5	466 986,4	1 056 414,4	52,8%	16,3%
Recettes courantes	2 000 418,0	908 559,9	1 390 578,5	1 946 590,5	466 986,4	1 056 414,4	52,8%	16,3%
Recettes fiscales	1 762 400,0	802 058,3	1 218 267,1	1 687 513,3	430 507,2	953 123,6	54,1%	18,8%
Impôts sur revenus et bénéfices	565 579,0	281 138,0	426 878,7	572 629,9	148 942,5	350 147,7	61,9%	24,5%
Impôt sur la main d'œuvre	17 213,0	8 041,2	12 075,6	16 236,0	5 094,3	9 781,6	56,8%	21,6%
Taxes sur biens et services	865 586,0	389 630,6	587 602,7	822 535,1	205 236,9	431 412,5	49,8%	10,7%
Taxe sur le commerce et les transactions internationales	239 988,0	97 114,1	150 050,6	215 780,6	59 538,1	132 673,8	55,3%	36,6%
Autres recettes fiscales	1 734,0	667,6	1 069,6	1 430,2	245,3	604,3	34,9%	-9,5%
Recettes non fiscales	238 017,0	106 501,6	172 311,5	259 077,2	36 479,3	103 290,8	43,4%	-3,0%
Recettes en capital	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000		
Dons	339 695,0	128 229,7	150 438,6	277 241,7	6 828,6	104 968,5	30,9%	-18,1%
Projets	222 295,0	82 715,8	104 924,7	196 347,0	6 828,6	104 968,5	47,2%	26,9%
Programmes	117 400,0	45 513,9	45 513,9	80 894,7	0,0	0,0	0,0%	-100,0%



Le TOFE affiche un niveau de mobilisation des recettes totales et dons de 1 161,38 milliards de FCFA au premier semestre 2022 contre un niveau de 1 036,79 milliards de FCFA à la même période en 2021, soit une hausse de 12,0% (+124,59 milliards de FCFA). Cette évolution résulte d'une progression des recettes propres et d'une diminution des dons.

Les recettes propres ont enregistré une progression de 16,3% par rapport à fin juin 2021 pour s'établir à 1 056,41 milliards de FCFA. Cette performance est uniquement imputable à celle des recettes fiscales, les recettes non fiscales ayant baissé sur la période (-3,21 milliards de FCFA).

En effet, les recettes fiscales, au 30 juin 2022, se sont établies à 953,12 milliards de FCFA, en hausse de 151,07 milliards de FCFA par rapport au niveau de fin juin 2021 (+16,3%). Cette hausse est expliquée essentiellement par l'augmentation des « impôts sur revenus et bénéfices » de 69,01 milliards de FCFA, des « taxes sur biens et services » de 41,78 milliards de FCFA et des « impôts sur le commerce et les transactions internationales » de 35,56 milliards de FCFA.

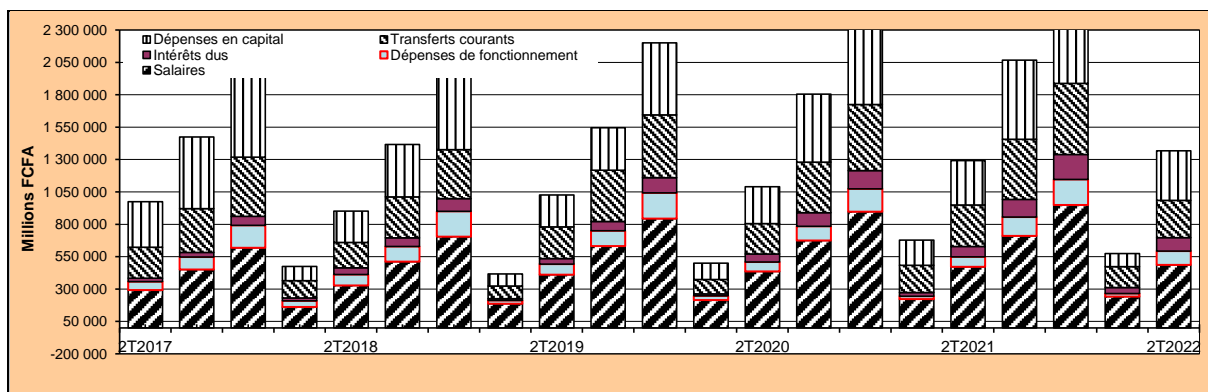
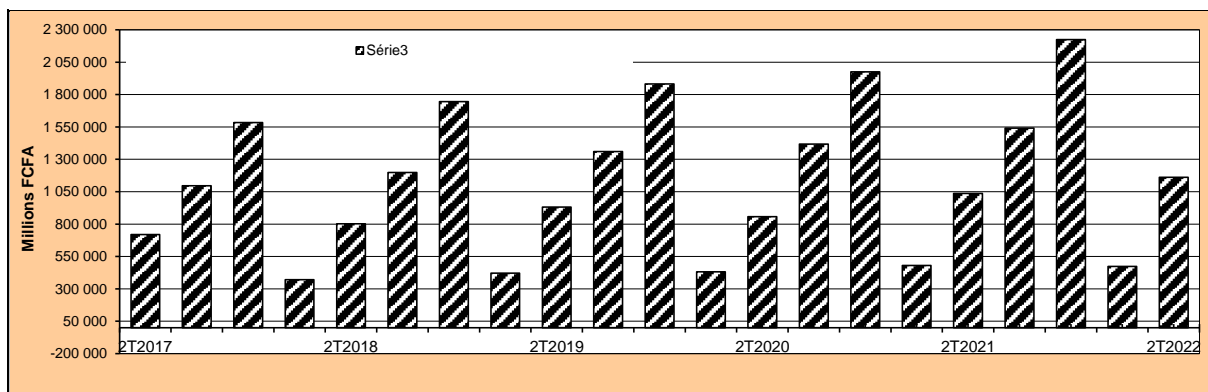
Les recettes non fiscales ont connu une diminution de 3,21 milliards de FCFA (-3,0%) pour se situer à 103,29 milliards de FCFA à fin juin 2022, après un niveau de 106,50 milliards de FCFA à la même période de 2021. Cette baisse est imputable essentiellement à la diminution des « ventes non industrielles » de 13,81 milliards de FCFA, atténuée par l'augmentation des « produits financiers » de 9,72 milliards de FCFA.

En ce qui concerne les dons, la mobilisation s'est affichée à 104,97 milliards de FCFA au premier semestre 2022 contre une mobilisation de 128,23 milliards de FCFA à la même période en 2021, soit une baisse de 23,26 milliards de FCFA. La non-mobilisation des appuis budgétaires explique cette baisse.

Source : MINEFID / D.G.T.C.P

DÉPENSES ET PRETS NETS

DÉPENSES CUMULEES (En millions Francs CFA)	Prévision budgétaire (2021)	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	Taux d'exécution	Glissement annuel
		2021	2021	2021	2022	2022		
		Réal.	Réal.	Réal.	Est.	Est.		
Dépenses et prêts nets	2 909 524,0	1 286 989,3	2 061 605,5	2 867 230,8	568 676,9	1 359 289,3	46,7%	5,6%
Dépenses	2 534 877	1 291 629,5	2 066 681,2	2 856 988,7	574 391,2	1 367 775,3	54,0%	5,9%
Dépenses courantes	2 367 564	949 234,6	1 455 933,1	1 887 516,9	473 645,4	984 305,4	41,6%	3,7%
Salaires	861 793	471 167,7	710 100,7	949 546,2	241 690,5	487 226,8	56,5%	3,4%
Dépenses de fonctionnement	208 400	78 078,1	145 180,7	197 540,7	24 345,6	105 696,9	50,7%	35,4%
Intérêts dus	195 800	79 699,9	137 052,9	192 548,8	45 619,8	104 781,3	53,5%	31,5%
Transferts courants	476 063	320 288,9	463 598,8	547 881,3	161 989,5	286 600,4	60,2%	-10,5%
Dépenses en capital	1 026 851	342 394,9	610 748,1	969 471,8	100 745,8	383 469,9	37,3%	12,0%
financées sur ressources propres	670 691	161 173,1	318 577,0	518 655,4	60 045,0	195 481,0	29,1%	21,3%
Prêts nets	-9 624	-4 640,2	-5 075,7	10 242,1	-5 714,3	-8 486,0	88,2%	82,9%



Les dépenses totales et prêts nets, en s'affichant à 1 359,29 milliards de FCFA au 30 juin 2022 contre 1 286,99 milliards de FCFA à la même période en 2021, marquent une augmentation de 72,30 milliards de FCFA (+5,6%). Cette progression est imputable, aussi bien, aux dépenses courantes (+35,07 milliards de FCFA) qu'à celles en capital (+41,08 milliards de FCFA).

Les dépenses courantes ont été exécutées à hauteur de 984,31 milliards de FCFA pour le premier semestre de l'année 2022, enregistrant une hausse de 3,7% par rapport à la même période de 2021. L'évolution de cette catégorie de dépenses résulte, d'une part, des augmentations des dépenses de fonctionnement (+27,62 milliards de FCFA), charges de la dette (+25,08 milliards de FCFA) et salaires (+16,06 milliards de FCFA) et, d'autre part, de la baisse des dépenses de transferts courants (-33,69 milliards de FCFA).

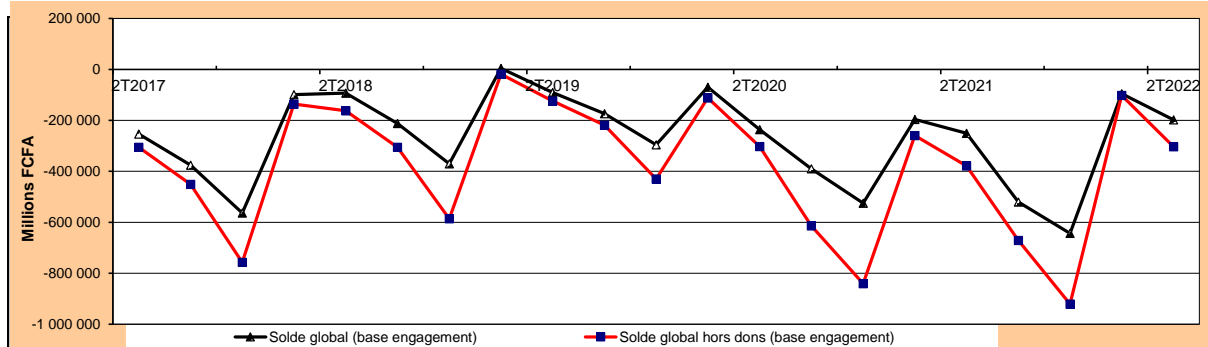
La réaffectation des crédits à des dépenses prioritaires pourrait expliquer en partie l'évolution des dépenses de transferts courants. L'accroissement des dépenses de fonctionnement s'expliquerait par la prise en charge de la situation humanitaire qui prévaut dans le pays. Quant à la progression des dépenses de personnel, elle s'expliquerait principalement par l'incidence des rappels effectués au titre de la prise en charge des actes de promotions statutaires (avancements, bonifications, reclassements etc.) et des actes relatifs à la mise à jour de la situation indemnitaire des agents.

Les dépenses en capital se sont situées à 383,47 milliards de FCFA à fin juin 2022 en augmentation de 41,08 milliards de FCFA (+12,0%) par rapport au niveau affiché un an plus tôt. Cette progression est essentiellement expliquée aussi bien par les investissements financés sur ressources propres qui ont progressé de 34,31 milliards de FCFA que par ceux financés sur ressources extérieures qui ont augmenté de 8,00 milliards de FCFA.

Source : MINEFID / D.G.T.C.P

SOLDES ET FINANCEMENT

SOLDE GLOBAL (Cumulés, millions Francs CFA)	Prévision budgétaire (2021)	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	Taux d'exécution	Glissement annuel
		2021	2021	2021	2022	2022		
		Réal.	Réal.	Réal.	Est.	Est.		
Solde global (base engagement)	-569 412,0	-250 199,7	-520 588,4	-643 398,6	-94 861,9	-197 906,4	34,8%	-20,9%
Solde global hors dons (base engagement)	-909 107,0	-378 429,4	-671 027,0	-920 640,3	-101 690,5	-302 874,9	33,3%	-20,0%
Solde primaire de base	-367 146,0	-298 729,5	-533 974,1	-728 091,5	-56 070,7	-198 093,6	54,0%	-33,7%
Solde de base	-562 946,0	-198 436,2	-385 793,7	-479 372,2	-60 989,7	-114 886,0	20,4%	-42,1%
Solde global (base caisse)	-569 412,0	-321 688,1	-564 472,6	-639 160,4	-165 494,7	-252 213,8	44,3%	-21,6%
Solde global hors dons (base caisse)	-909 107,0	-449 917,7	-714 911,2	-916 402,2	-172 323,2	-357 182,3	39,3%	-20,6%

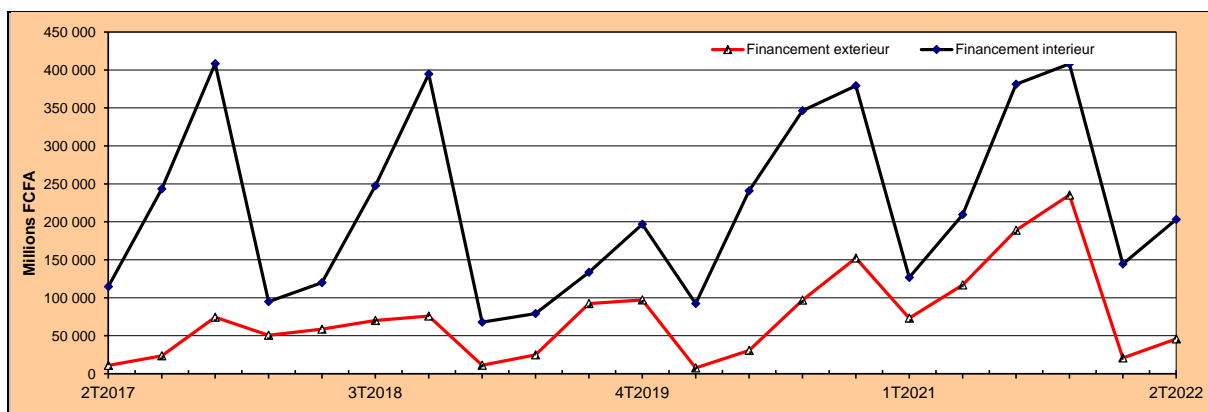


L'exécution des opérations financières de l'Etat, base engagement, est ressortie déficitaire de 197,91 milliards de FCFA au premier semestre 2022 contre un déficit de 250,20 milliards de FCFA à la même période de 2021, soit une amélioration de 52,29 milliards de FCFA.

Quant au déficit global (base caisse), par rapport à fin juin 2021, il s'est amélioré de 69,47 milliards de FCFA pour se situer à 252,21 milliards de FCFA à fin juin 2022. Il a été couvert par un financement extérieur net de 45,84 milliards de FCFA et par un financement intérieur net de 203,09 milliards de FCFA.

Le financement intérieur net pour le premier semestre de l'année 2022 s'est opéré par l'émission de quatre (04) bons du Trésor d'une valeur totale de 97,8 milliards de FCFA, dix (10) obligations du Trésor d'un montant total de 254,5 milliards de FCFA et six (06) prêts bancaires d'un montant de 115,0 milliards de FCFA. Les remboursements se sont élevés à 131,22 milliards de FCFA pour les bons du Trésor et 108,66 milliards de FCFA pour les obligations.

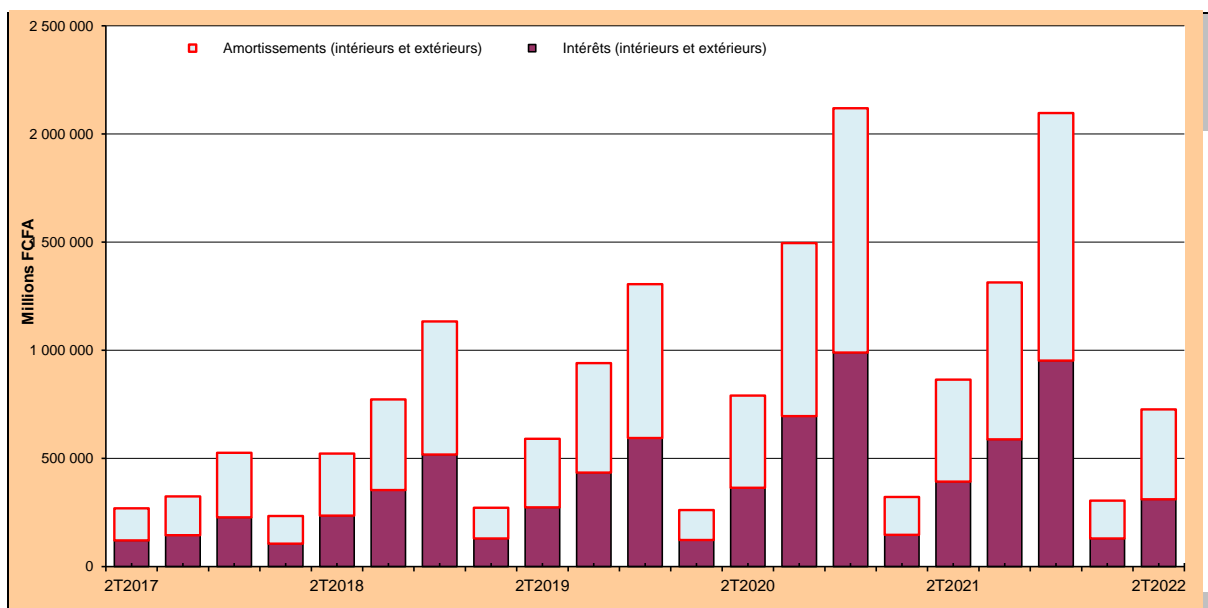
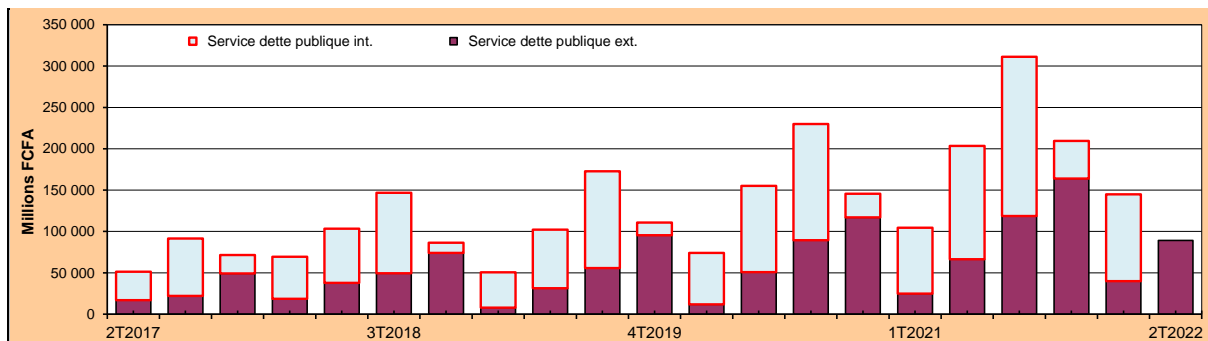
FINANCEMENT (Cumulés, millions Francs CFA)	Prévision budgétaire (2021)	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	Taux d'exécution	Glissement annuel
		2021	2021	2021	2022	2022		
		Réal.	Réal.	Réal.	Est.	Est.		
Financement	425 391,0	326 204,0	570 047,5	643 413,1	165 170,3	248 932,1	58,5%	-23,7%
Financement extérieur	95 197,0	116 781,3	188 890,0	235 389,7	20 775,5	45 844,3	48,2%	-60,7%
Décaissements extérieurs	182 723,0	150 763,7	234 889,9	307 683,6	34 496,7	83 644,8	45,8%	-44,5%
Initiative PPTE (Allègements)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Amortissement de la dette extérieure	-87 526,0	-33 982,5	-45 999,9	-72 293,9	-13 721,1	-37 800,5	43,2%	11,2%
Ajustement taux de change	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Financement intérieur	330 195,0	209 422,7	381 157,5	408 023,4	144 394,8	203 087,8	61,5%	-3,0%
Financement bancaire	29 072,8	-56 112,6	76 863,6	52 312,5	99 839,0	192 292,6	661,4%	-442,7%
Secteur non bancaire	301 122,0	265 535,3	304 293,9	355 710,9	44 555,8	10 795,1	3,6%	-95,9%
Gap de financement	144 020,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0%



Source : MINEFID / D.G.T.C.P

SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE

SERVICE CUMULE (En millions Francs CFA)	Prévision budgétaire (2021)	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	Taux d'exécution	Glissement annuel
		2021	2021	2021	2022	2022		
		Réal.	Réal.	Réal.	Est.	Est.		
Total service dette publique	1 024 924,9	472 166,1	725 564,9	1 144 464,7	175 255,6	415 728,9	40,6%	-12,0%
Amortissements (int. et ext.)	829 125	392 466,3	588 512,0	951 915,9	129 635,8	310 947,6	37,5%	-20,8%
Intérêts (intérieurs et extérieurs)	195 800	79 699,9	137 052,9	192 548,8	45 619,8	104 781,3	53,5%	31,5%
Service dette publique int.	908 912,6	424 932,1	661 175,6	1 043 554,0	155 969,3	362 323,8	39,9%	-14,7%
Amortissements	741 599	358 483,8	542 512,1	879 622,0	115 914,7	273 147,1	36,8%	-23,8%
Intérêts	167 314	66 448,3	118 663,5	163 932,0	40 054,6	89 176,7	53,3%	34,2%
Service dette publique ext.	116 012,3	47 234,0	64 389,3	100 910,6	19 286,3	53 405,0	46,0%	13,1%
Amortissements	87 526	33 982,5	45 999,9	72 293,9	13 721,1	37 800,5		11,2%
Intérêts	28 486	13 251,6	18 389,3	28 616,8	5 565,2	15 604,6	54,8%	17,8%
Service dette ext./recettes totales	5,8%	5,2%	4,6%	5,2%	4,1%	5,1%		-0,14 points

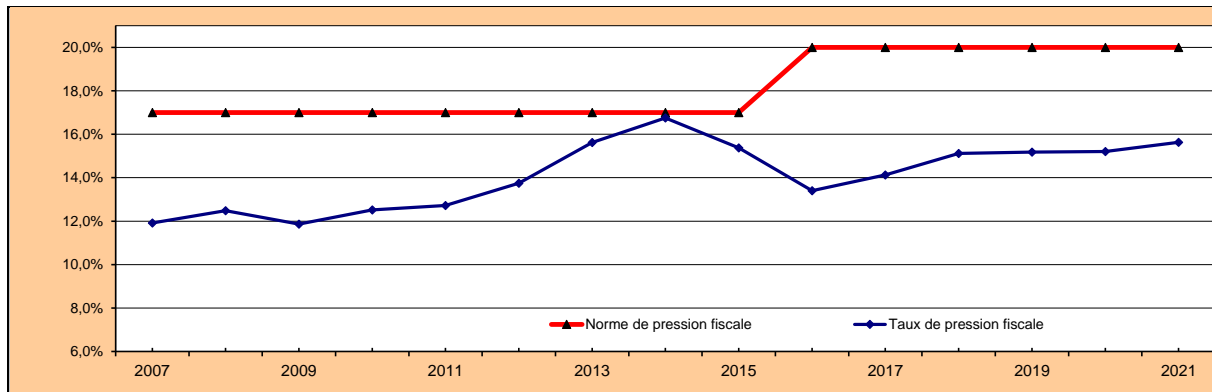


Le ratio "service de la dette extérieure/recettes totales", est évalué à 5,1% à fin juin 2022 en diminution de 0,14 point de pourcentage par rapport à son niveau de fin juin de l'année précédente. !

Source : MINEFID / D.G.T.C.P

CONVERGENCE UEMOA

CRITERE DE 1er ET DE 2nd RANG	Normes	12 2017	12 2018	12 2019	12 2020	12 2021	
		Real.	Real.	Real.	Est.	Est.	
Critères de 1er rang							
Soldes budgétaires global / PIB nominal	≥	-3%	-6,3%	-4,2%	-3,4%	-4,9%	-5,3%
Taux d'inflation	≤	3%	1,5%	1,9%	-3,2%	1,9%	4,4%
Encours de la dette publique totale / PIB nominal	≤	70%	33,8%	40,5%	50,7%	48,1%	55,5%
Critères de 2nd rang							
Masse salariale / Recettes fiscales	≤	35%	49,9%	52,1%	59,3%	65,2%	56,3%
Taux de pression fiscale	≥	20%	15,1%	15,2%	15,2%	13,8%	15,6%



Source : MINEFID

Secteur monétaire

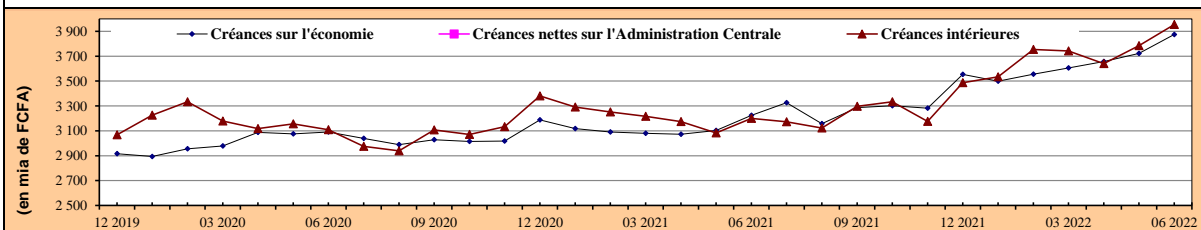
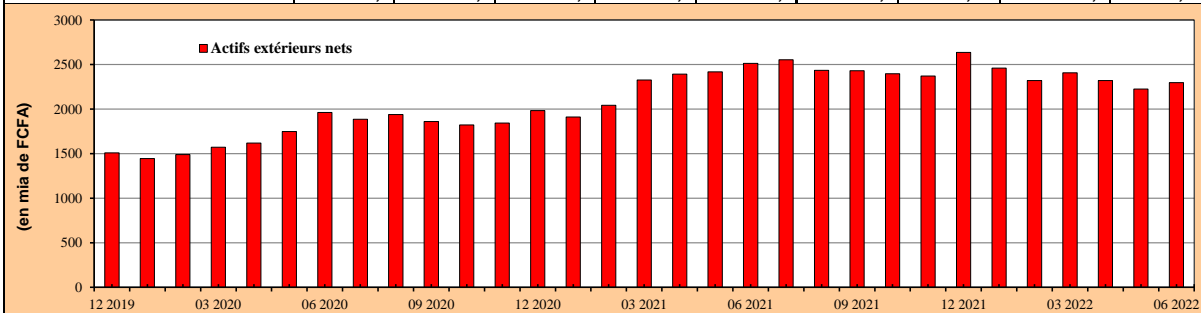
AGREGATS MONETAIRES

La situation monétaire du Burkina Faso à fin juin 2022 a été marquée par les évolutions ci-après en variation trimestrielle :

- un gonflement de la masse monétaire de 70,4 milliards (+1,3%) ;
- un repli des Actifs Extérieurs nets (AEN) de 109,5 milliards (-4,6%) ;
- un accroissement des crédits à l'économie de 269,1 milliards (+7,5%).

En glissement annuel, la masse monétaire a enregistré un accroissement de 12,4%, suite à une progression des crédits à l'économie de 20,2%, atténuée par le repli des AEN de 8,6%.

AGREGATS MONETAIRES En mia de Francs CFA (situation en fin de trimestre)	2. Trim. 2021	3. Trim. 2021	4. Trim. 2021	1. Trim. 2022	2. Trim. 2022	Variation				
						Niv trim T-1	% trim T-1	Niv an-1	% an-1	
Est.										
Circulation fiduciaire	635,8	648,6	833,5	833,4	825,1	-8,2	-1,0%	189,3	29,8%	
Dépôts transférables	2 568,8	2 453,0	2 783,6	2 712,2	2 726,1	13,8	0,5%	157,3	6,1%	
BCEAO	2,1	1,8	1,9	0,7	0,4	-0,4	-49,1%	-1,7	-82,5%	
Banques	195,7	840,0	195,7	1 218,3	195,7	-1 022,5	-83,9%	0,0	0,0%	
CCP et CNE	301,6	301,6	301,6	301,6	301,6	0,0	0,0%	0,0	0,0%	
M1	3 204,6	3 101,7	3 617,2	3 545,6	3 551,2	5,6	0,2%	346,6	10,8%	
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire (1)	1 810,3	1 921,1	1 967,9	2 019,9	2 084,7	64,8	3,2%	274,5	15,2%	
BCEAO	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,0	0,0%	0,0	0,0%	
Banques	1 809,9	1 920,8	1 967,6	2 019,6	2 084,4	64,8	3,2%	274,5	15,2%	
Masse monétaire (M2)	5 014,9	5 022,8	5 585,1	5 565,5	5 635,9	70,4	1,3%	621,1	12,4%	
Actifs extérieurs nets	2 512,4	2 431,2	2 636,8	2 406,6	2 297,1	-109,5	-4,6%	-215,3	-8,6%	
BCEAO	600,9	595,8	467,4	214,4	-2,0	-216,4	-100,9%	-602,9	-100,3%	
Banques	1 911,5	1 835,4	2 169,3	2 192,2	2 299,1	106,9	4,9%	387,6	20,3%	
Créances intérieures	3 200,4	3 296,7	3 487,4	3 741,6	3 954,5	212,9	5,7%	754,1	23,6%	
Créances nettes sur l'Administr	-23,4	10,2	-66,5	135,9	79,7	-56,2	-41,4%	103,1	-440,1%	
BCEAO	-322,0	-241,1	-95,4	66,1	36,7	-29,4	-44,5%	358,7	-111,4%	
Banques	298,6	251,4	28,9	69,8	43,0	-26,8	-38,4%	-255,6	-85,6%	
Créances sur l'économie	3 223,9	3 286,5	3 553,9	3 605,7	3 874,8	269,1	7,5%	651,0	20,2%	



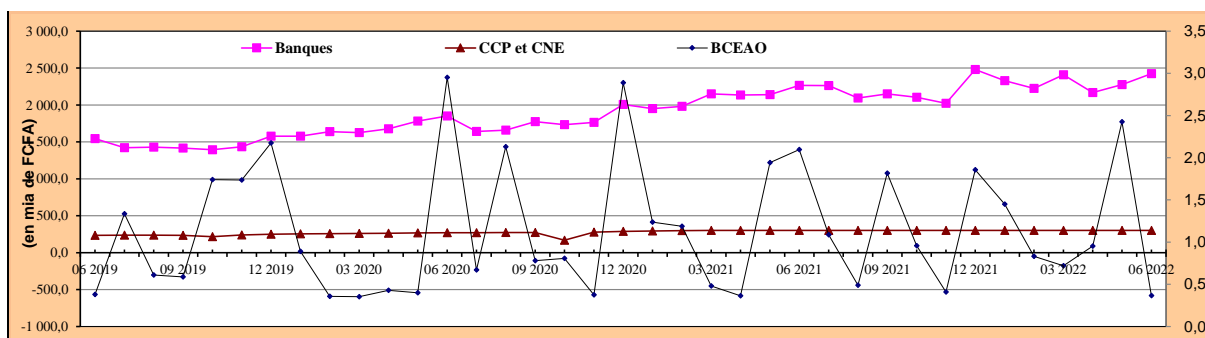
Sources : B.C.E.A.O.

Actifs extérieurs nets (AEN)

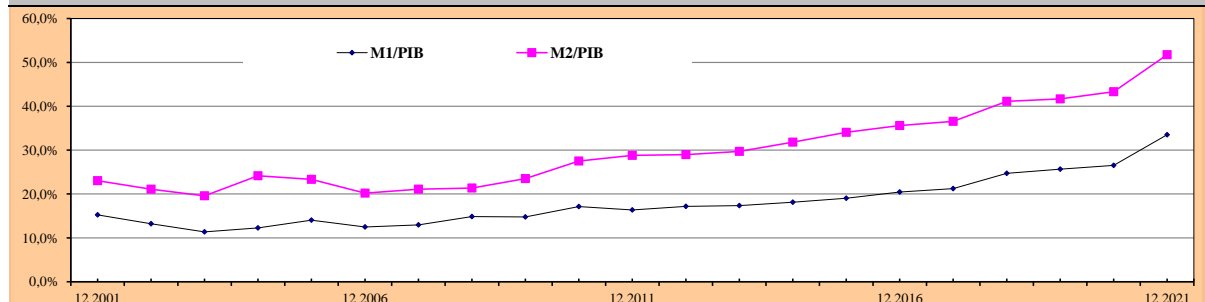
Les AEN des institutions monétaires se sont établis à 2 297,1 milliards de FCFA à fin juin 2022, en baisse de 4,6% par rapport à fin mars 2022. Cette évolution est attribuable aux AEN de la Banque Centrale (-216,4 milliards de FCFA, soit -100,9%), ceux des Autres Institutions de dépôts(AID) étant en hausse (+106,9 milliards de FCFA, soit +4,9%). Le repli des AEN de la Banque Centrale s'explique par la hausse de ses engagements bruts envers les non-résidents (+162,2 milliards de FCFA), conjuguée au repli de ses créances brutes sur les non-résidents (-54,3 milliards de FCFA). La progression des engagements extérieurs de la BCEAO s'explique par l'accumulation de billets externes (billets émis par les autres pays de l'Union, supposés avoir servi aux règlements de transactions économiques, puis avoir été reversés aux guichets de la Banque Centrale). A l'opposé, la baisse des créances extérieures s'explique par le rapatriement des autres pays de l'Union vers le Burkina ou la destruction sur les autres places des billets de l'émission du Burkina.

S'agissant de l'accroissement des AEN des AID, il est dû à un accroissement de leurs créances extérieures, plus important que celui de leurs engagements extérieurs. En effet, leurs créances extérieures brutes ont enregistré une augmentation de 145,4 milliards de FCFA (+5,8%), imprimée notamment par leurs encoeurs de titres publics détenus sur les autres Etats de l'Union (+79,5 milliards, soit +4,4%), les crédits aux non-résidents (+28,7 milliards, soit +5,9%), les dépôts dans les institutions financières non résidentes (+28,0 milliards, soit +16,3%) ainsi que par les actions et autres titres de participations (+19,9 milliards de FCFA, soit 78,4%). Parallèlement, les engagements extérieurs des banques ont enregistré une progression de 38,5 milliards de FCFA (+11,8%), imprimée notamment par les crédits obtenus des institutions financières non-résidentes (+42,1 milliards de FCFA, soit +50,9%), en dépit de la baisse des dépôts reçus de leurs clientèles non-résidentes (-18,9 milliards de FCFA, soit -7,9%).

En variation annuelle, les AEN des institutions monétaires ont connu un repli de 215,3 milliards de FCFA (-8,6%). Cette diminution est imputable à la contraction des AEN de la BCEAO, atténuée par la hausse de ceux des AID.



Sources : B.C.E.A.O.



Sources : B.C.E.A.O.

Créances intérieures

Les créances intérieures se sont établies à 3 954,5 milliards de FCFA à fin juin 2022 contre 3 741,6 milliards de FCFA à fin mars 2022, soit une expansion de 5,7%, imputable à la hausse des créances sur l'économie à hauteur de 269,1 milliards de FCFA (+7,5%), les Créances nettes sur l'Administration Centrale (CAC) ayant accusé un repli de 56,2 milliards de FCFA (-41,4%).

En effet, les créances du système bancaire sur l'économie se sont situées à 3 874,8 milliards de FCFA à fin juin 2022, enregistrant une hausse de 269,1 milliards de FCFA (+7,5%) par rapport à fin mars 2022, sous l'effet de la hausse des crédits bancaires aux sociétés non-financières privées (+172,2 milliards de FCFA), aux ménages et ISBLSM (+89,0 milliards de FCFA).

Les créances nettes du système bancaire sur l'Administration Centrale se sont établies à +79,7 milliards à fin juin 2022, enregistrant un repli de 56,2 milliards en variation trimestrielle, en lien avec la baisse des créances nettes de la BCEAO (-29,4 milliards) et de ceux des AID (-26,8 milliards).

En variation annuelle, les crédits à l'économie ont enregistré une hausse de 651,0 milliards de FCFA (+20,2%), expliquée principalement par l'accroissement des crédits bancaires (+645,9 milliards de FCFA), accordés, d'une part, au secteur privé (+609,3 milliards, soit +20,8%), notamment aux sociétés non-financières privées (+424,6 milliards, soit +28,4%), aux ménages et ISBLSM (+184,7 milliards, soit +12,9%) et, d'autre part et aux sociétés non-financières publiques (+28,4 milliards, +11,1%). Les créances nettes du système bancaire sur l'Administration Centrale, quant à elles, ont enregistré une progression de 103,1 milliards de FCFA en glissement annuel, imputable à la progression des engagements nets de l'Etat vis-à-vis de la BCEAO (+358,7 milliards), insuffisamment compensée par la baisse créances nettes des banques (-255,6 milliards de FCFA).

Masse monétaire et ses composantes

En lien avec l'évolution de ses contreparties, la masse monétaire a enregistré un accroissement de 70,4 milliards de FCFA (1,3%) par rapport à son niveau à fin mars 2022. Cette progression a été enregistrée exclusivement au niveau des dépôts (+78,6 milliards de FCFA, soit +1,7%), la circulation fiduciaire ayant connu une baisse (-8,2 milliards de FCFA, soit -1,0%).

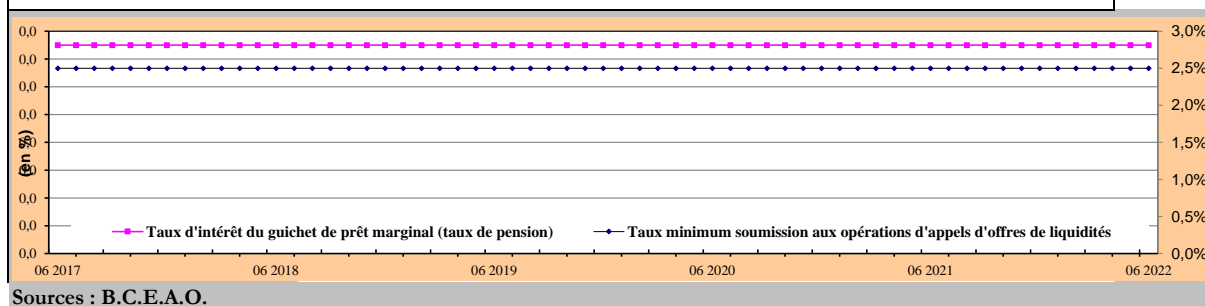
En glissement annuel, la masse monétaire s'est accru de 621,1 milliards de FCFA (+12,4%), en dessous du taux de progression de la masse monétaire de l'Union (+12,7%). Cet accroissement est attribuable tant aux dépôts (+431,8 milliards de FCFA, soit +9,9%), qu'à la circulation fiduciaire (+189,3 milliards de FCFA, soit +29,8%).

AGREGATS MONETAIRES	déc.17	déc.18	déc.19	déc.20	déc.21
				Est.	Est.
M1/PIB	24,7%	25,7%	26,5%	30,2%	33,5%
M2/PIB	41,1%	41,7%	43,3%	48,1%	51,7%

Sources : B.C.E.A.O.

TAUX D'INTERET

TAUX D'INTERET	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	Variation	
	2021	2021	2021	2022	2022	Trim T-1 (%)	An-1 (%)
Montant des dépôts (en milliards de FCFA)	182,5	182,5	182,5	182,5	182,5	0,0%	0,0%
Taux minimum soumission aux opérations d'appels d'offres de liquidités	2,5%	2,5%	2,5%	2,5%	2,5%	0,0%	0,0%
Taux d'intérêt du guichet de prêt marginal (taux de pension)	4,5%	4,5%	4,5%	4,5%	4,5%	0,0%	0,0%
Taux débiteur maximum des banques	15,0	15,0	15,0	15,0	15,0	0,0%	0,0%
Taux de base minimum des établissements financiers	11,5	11,5	11,5	11,5	11,5	0,0%	0,0%
Taux de base maximum des établissements financiers	15,0	15,0	15,0	15,0	15,0	0,0%	0,0%
Taux débiteur minimum des établissements financiers	12,0	12,0	12,0	12,0	12,0	0,0%	0,0%
Taux débiteur maximum des établissements financiers	24,0	24,0	24,0	24,0	24,0	0,0%	0,0%
Taux créditeur plancher pour petits épargnants (<5 mio Francs)	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	0,0%	0,0%
Taux d'usure au niveau des banques	15,0	15,0	15,0	15,0	15,0	0,0%	0,0%
Taux d'usure au niveau des établissements financiers	24,0	24,0	24,0	24,0	24,0	0,0%	0,0%



Sources : B.C.E.A.O.

Taux d'intérêt

Au cours du deuxième trimestre 2022, les taux directeurs de la BCEAO ont enregistré des modifications. En effet, le Comité de Politique Monétaire a décidé, lors de sa session ordinaire du 1er juin 2022, de relever de 25 points de base les taux directeurs de la BCEAO, afin de favoriser le retour progressif de l'inflation dans la zone cible, condition indispensable pour une croissance économique saine et inclusive. Ainsi, à compter du 16 juin 2022, le taux minimum de soumission aux appels d'offres d'injection de liquidité est passé de 2,00% à 2,25% et le taux du guichet de prêt marginal, de 4,00% à 4,25% (les anciens taux de 2,00% et 4,00% étaient en vigueur du 24 juin 2020 au 15 juin 2022). Le coefficient de réserves obligatoires applicable aux banques de l'Union est resté inchangé à 3,0%.

S'agissant des conditions de banque, sur la base des informations issues de l'enquête mensuelle effectuée régulièrement par la BCEAO, le volume des nouveaux crédits octroyés au deuxième trimestre 2022 par les banques de la place s'élève à 696,5 milliards de FCFA contre 573,8 milliards de FCFA au premier trimestre 2022, enregistrant ainsi une progression de 122,8 milliards de FCFA (+21,4%). Le taux moyen appliqué aux crédits au cours de la période sous revue s'est établi à 7,2% contre 7,5036 au trimestre précédent, soit une baisse de 0,30 point de pourcentage.

Par rapport au deuxième trimestre 2021, le volume des nouveaux crédits mis en place a augmenté de 212,6 milliards de FCFA et le taux moyen débiteur appliqué s'est réduit de 52 points de base.

Le volume des dépôts collectés par le système bancaire au cours du deuxième trimestre de l'année 2022 s'est établi à 233,7 milliards de FCFA, contre un montant de 367,7 milliards de FCFA collectés au trimestre précédent, soit une contraction de 134,0 milliards de FCFA (-36,4%). Le taux de rémunération moyen de ces dépôts est ressorti à 5,9321% contre 5,8014% au premier trimestre 2022, soit un rehaussement de 0,13 point de pourcentage.

En variation annuelle, le volume des nouveaux dépôts a augmenté de 15,4 milliards de FCFA et le taux créditeur moyen appliqué

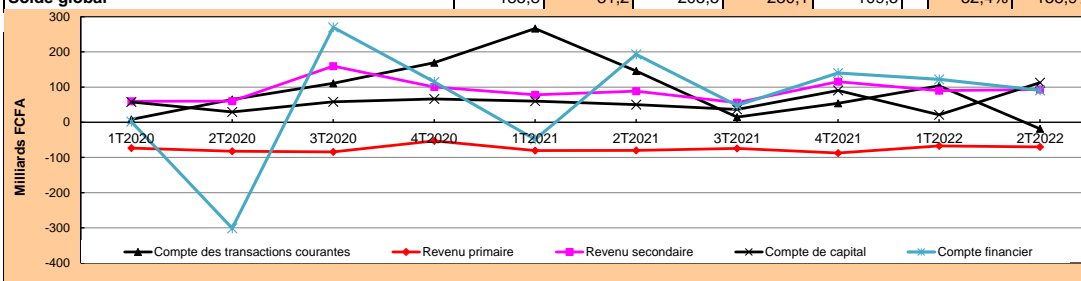
Secteur extérieur

BALANCE DES PAIEMENTS

Fortement impactés par la pandémie de la Covid-19 en 2020, les échanges du Burkina Faso avec l'extérieur ont été marqués à partir de fin 2021 par le retour vers les tendances historiques, avec un accroissement des importations et le maintien de la vigueur des exportations pour lesquelles la dynamique du secteur minier se poursuit dans un contexte de bonne tenue du cours international de l'or. Les conditions d'évolution de l'activité économique internationale au premier semestre 2022 se présentent assez difficiles en raison de la guerre entre la Russie et l'Ukraine qui désorganise les circuits de distribution des produits pétroliers et impacte négativement les quantités d'offres de certains produits échangés au plan international (produits pétroliers, produits alimentaires, engrais, etc.), avec pour conséquences, des tensions inflationnistes à l'échelle mondiale.

Dans ce contexte, au cours du deuxième trimestre 2022, les échanges du Burkina Faso avec l'extérieur se sont traduits par un solde global déficitaire de la balance des paiements, après un déficit plus important enregistré au premier trimestre 2022 et un excédent une année plus tôt. L'amélioration du solde global en variation trimestrielle est attribuable aux comptes de capital et au compte financier, le compte des transactions courantes ayant enregistré une détérioration.

Balance des paiements (En mia de Francs CFA)	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	Glissement	
	2021	2021	2021	2022	2022	trimestriel	annuel
Compte des transactions courantes	145,8	14,6	54,0	103,7	-18,6	-117,9%	-112,7%
Biens et services	137,3	33,2	26,1	81,0	-41,5	-151,2%	-130,3%
Biens	252,8	146,1	126,5	218,2	124,9	-42,7%	-50,6%
Services	-115,6	-112,9	-100,4	-137,1	-166,4	21,4%	44,0%
Revenu primaire	-79,9	-74,3	-87,4	-67,2	-70,3	4,6%	-12,0%
– Intérêt sur dette publique	-30,7	-36,1	-23,8	-25,6	-36,7	43,2%	19,6%
Revenu secondaire	88,4	55,7	115,3	89,9	93,3	3,7%	5,5%
Administrations publiques	46,3	18,5	53,6	42,8	41,9	-2,2%	-9,4%
Autres secteurs	42,2	37,3	61,7	47,1	51,4	9,1%	21,9%
– Envois de fonds des travailleurs	42,9	39,5	59,7	47,3	50,0	5,9%	16,5%
Compte de capital	50,2	36,4	90,2	21,2	112,5	430,3%	123,9%
Transferts de capital	50,2	36,4	90,1	21,2	112,5	431,7%	124,1%
Administration publique	36,8	22,2	75,5	6,8	98,0	1335,9%	166,2%
Autre secteurs	13,3	14,1	14,6	14,3	14,4	0,5%	7,9%
Capacité (+) / besoin (-) de financement (solde des comp)	196,0	51,0	144,2	124,9	94,0	-24,8%	-52,1%
Compte financier	193,1	47,8	140,0	122,1	90,8	-25,6%	-50,0%
Investissement direct	-19,5	-61,2	-142,7	-26,2	-26,5	1,1%	35,9%
Titres de participation	-25,0	-50,5	-100,1	-41,6	-41,9	0,6%	67,7%
Instruments de dettes	5,5	-10,6	-42,6	15,4	15,4	-0,2%	180,1%
Investissements de portefeuille	-105,4	-106,1	-103,7	-74,0	-74,1	0,1%	-29,7%
Titres de participation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Titres de créances (Bons et obligation du Trésor)	-105,4	-106,1	-103,7	-74,0	-74,1	0,1%	-29,7%
Autres investissements	315,7	118,8	382,9	219,4	195,1	-11,1%	-38,2%
Administrations publiques	-160,8	-84,2	-450,0	-5,1	-116,6	2197,5%	-27,5%
Solde global	185,8	-81,2	205,5	-230,1	-109,5	-52,4%	-158,9%



Le compte des transactions courantes

Le solde du compte des transactions courantes s'est affiché déficitaire de 18,6 milliards FCFA au deuxième trimestre 2022 après un excédent de 103,7 milliards FCFA au premier trimestre de 2022, soit une détérioration de 122,3 milliards FCFA (-117,9%). Ce repli est imputable à la détérioration des comptes des biens et services (-122,6 milliards FCFA) et du revenu primaire (-3,1 milliards FCFA), insuffisamment compensée par la progression de l'excédent du compte du revenu secondaire (+3,4 milliards FCFA).

Par rapport au même trimestre de l'année 2021 où il avait été observé un excédent du compte courant de 145,7 milliards FCFA, le trimestre sous revue a enregistré un repli de 164,3 milliards FCFA, en lien principalement avec la baisse importante de l'excédent du compte de biens et services.

L'excédent de la balance des biens s'est contracté de 93,3 milliards FCFA en variation trimestrielle, en se fixant à 124,9 milliards FCFA au deuxième trimestre de 2022. Cette évolution résulte d'une forte progression des importations (+83,8 milliards FCFA, soit +13,1%) conjuguée à une baisse des exportations (-9,5 milliards FCFA, soit -1,1%).

La baisse en variation trimestrielle des exportations est en lien principalement avec la baisse des expéditions de coton (-72,6 milliards FCFA, soit -54,0%) et du zinc (-21,6 milliards FCFA, soit -76,9%). Parallèlement, il est observé une hausse notable des exportations d'or (+59,1 milliards FCFA, soit +11,3%), de la noix de cajou (+39,5 milliards FCFA, soit +225,4%) et des fruits secs et frais FCFA (+8,8 milliards FCFA, soit +884,3%).

En variation annuelle, les exportations sont en hausse de 78,4 milliards FCFA (+10,1%), portée principalement par l'or (+65,0 milliards FCFA, soit +11,2%) et la noix de cajou (+23,9 milliards FCFA, soit +72,0%) et le ciment (+8,0 milliards FCFA, soit +120,6%). Parallèlement, des replis ont été observés pour le coton (-16,7 milliards FCFA, soit -21,2%), et le zinc (-15,6 milliards FCFA, soit -70,7%).

Quant à la hausse de la valeur des importations en rythme trimestriel, elle est imprimée par les produits énergétiques (+57,2 milliards FCFA, soit +28,6%), les biens alimentaires (+21,6 milliards FCFA, soit +38,1%), les biens d'équipement (+10,9 milliards FCFA, soit +8,4%) et les divers (+0,6 milliards FCFA, soit +3,5%). Parallèlement, des baisses ont été enregistrées au niveau des importations des autres biens de consommation courante (-5,5 milliards FCFA, soit -6,6%) et biens intermédiaires (-1,1 milliard FCFA, soit -0,7%).

En glissement annuel, la valeur des importations est en hausse de 206,3 milliards FCFA (+39,7%), à la faveur d'une progression de l'ensemble des fonctions d'importation : les produits énergétiques (+103,1 milliards FCFA, soit +66,8%), les biens intermédiaires (+48,5 milliards FCFA, soit +45,4%), les produits alimentaires (+28,9 milliards FCFA, soit +58,4%), les autres biens de consommation

courante (+18,3 milliards FCFA, soit +30,9%) et les biens d'équipement (+6,6 milliards FCFA, soit +4,9%).

L'**excédent commercial** s'est réduit en variation annuelle de 127,9 milliards FCFA au deuxième trimestre 2022, en lien avec la progression des importations (+206,3 milliards FCFA, soit +39,7%), plus importante que celle des exportations (+78,4 milliards FCFA, soit +10,2%).

Le **taux de couverture des importations par les exportations** est ressorti à 117,2% au deuxième trimestre 2022 contre 134,0% un trimestre plus tôt et 148,7% au deuxième trimestre de 2021.

Le **déficit structurel de la balance des services** s'est creusé en passant d'un niveau de 137,1 milliards FCFA au premier trimestre 2022 à -166,4 milliards FCFA au deuxième trimestre 2022. Ce creusement s'explique principalement par la hausse des paiements nets au titre des services de transport (-17,2 milliards FCFA, -23,1%), suite à la progression des importations de biens, ainsi que des autres services (-12,1 milliards FCFA, -19,2%). En glissement annuel, le déficit de la balance des services s'est creusé de 50,9 milliards FCFA.

Le **compte du revenu primaire** s'est soldé par des paiements nets de ressources aux non-résidents de 70,3 milliards FCFA au deuxième trimestre 2022, après des paiements nets de 67,2 milliards FCFA au trimestre précédent, soit une augmentation de 3,1 milliards FCFA des paiements nets aux non-résidents, imprimée notamment par les paiements effectués au titre des revenus des investissements.

En variation annuelle, le solde déficitaire du compte du revenu primaire s'est atténué de 9,6 milliards FCFA en lien notamment avec la baisse des paiements au titre des revenus des investissements (-10,1 milliards).

L'**excédent structurel du compte du revenu secondaire** a progressé de 3,4 milliards FCFA en se situant à 93,3 milliards au trimestre sous revue, après un niveau de 89,9 milliards FCFA au premier trimestre de 2022. Cette progression s'explique principalement par la hausse des transferts courants au profit de secteur privé (+2,8 milliards FCFA, soit +5,9%), aucun décaissement au titre des dons programmes n'ayant été enregistré au profit de l'Administration publique au cours du premier semestre de l'année 2022.

En variation annuelle, l'excédent du compte du revenu secondaire s'est accru de 4,9 milliards FCFA, en raison de l'accroissement des transferts courants au profit du secteur privé (+7,1 milliards FCFA, +14,7%), compensant le repli de ceux au profit de l'Administration publique (-4,4 milliards FCFA, soit -9,4%).

Le **compte de capital** s'est soldé par un excédent de 112,5 milliards FCFA, après une réalisation de 21,3 milliards FCFA au premier trimestre 2022, soit un afflux de 91,3 milliards FCFA, principalement sous l'effet de la progression des transferts en capital au profit de l'Administration publique (+91,2 milliards FCFA). En effet, les dons projets au profit de l'Administration publique ont été mobilisés à hauteur de 98,1 milliards FCFA au cours du deuxième trimestre 2022, contre 6,2 milliards FCFA au cours du trimestre précédent. Cette forte progression s'expliquerait la réticence qu'avaient observée certains partenaires à décaisser leurs appuis au cours du premier trimestre, au regard de la situation politique.

De l'évolution des comptes des transactions courantes et de capital, il résulte **une capacité de financement de l'économie** burkinabè d'un montant de 94,0 milliards FCFA contre une capacité de financement de 124,9 milliards FCFA au trimestre précédent. Au deuxième trimestre 2022, une capacité de financement plus importante (+196,0 milliards FCFA) avait été enregistrée.

Le **compte financier** a enregistré des sorties nettes de capitaux de 80,8 milliards FCFA, après des sorties nettes de 122,1 milliards FCFA au premier trimestre 2022. Cette évolution est notamment en lien avec l'accroissement des flux sortants au titre des autres investissements (prêts, emprunts et crédits commerciaux, autres comptes à payer / recevoir) à hauteur de 24,3 milliards FCFA, malgré la progression des ressources mobilisées sous forme de prêts (+111,5 milliards FCFA).

En variation annuelle, les sorties de capitaux du compte financier ont baissé de 102,3 milliards FCFA.

Solde global

Au deuxième trimestre de l'année 2022, les transactions du Burkina Faso avec l'extérieur se sont traduites par un solde global déficitaire de la balance des paiements de 109,5 milliards FCFA, après un déficit de 230,1 milliards FCFA au premier trimestre 2022 et un excédent de 185,8 milliards FCFA une année plus tôt. L'atténuation du déficit global en variation trimestrielle (+120,6 milliards FCFA) est attribuable principalement aux comptes de capital et au compte financier, le compte des transactions courantes ayant

Sources : B.C.E.A.O.

COMMERCE EXTERIEUR

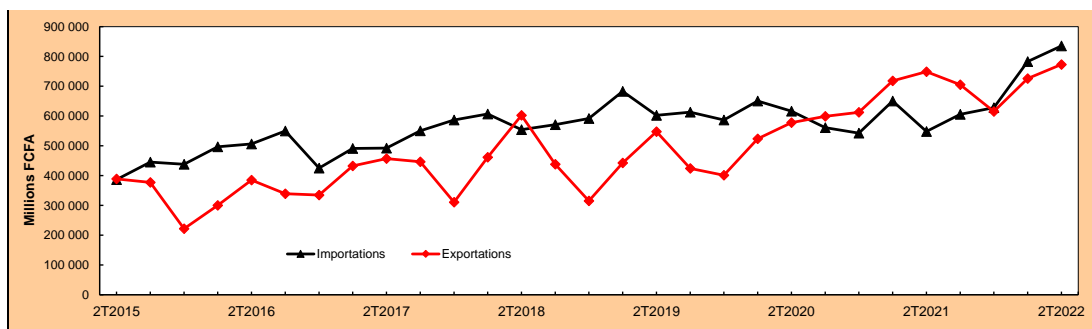
IMPORTATIONS EN VALEURS (En mio de Francs CFA)	2. Trim. 2021	3. Trim. 2021	4. Trim. 2021	1. Trim. 2022	2. Trim. 2022	Glissement	
						trimestriel	annuel
TOTAL	605 786,4	627 948,6	782 680,0	744 529,2	835 246,2	12,2%	37,9%
dont:							
Animaux vivants et produits du règne animal	7 794,8	6 215,4	8 644,9	9 072,2	9 000,0	-0,8%	15,5%
Produits du règne végétal	25 136,0	24 043,2	44 512,2	34 736,3	46 761,3	34,6%	86,0%
Graisses et huiles animales ou végétales	2 723,4	2 942,4	4 379,5	2 912,8	2 540,5	-12,8%	-6,7%
Produits des industries alimentaires ; boissons, alcools	35 693,1	43 069,9	38 974,8	27 298,7	49 427,9	81,1%	38,5%
Produits minéraux	192 474,1	213 109,8	297 736,9	262 529,0	322 419,1	22,8%	67,5%
Produits des indust. chimiq. ou des indust. connexes	83 080,5	64 727,2	80 784,3	116 248,4	100 685,9	-13,4%	21,2%
Mat. plastiq. et ouvrages en ces matières ; caoutchouc	23 897,0	23 131,0	33 196,3	32 516,0	28 702,5	-11,7%	20,1%
Peaux, cuirs, pelleteries et ouvrages en ces matières	675,7	956,0	1 466,6	1 603,1	1 394,0	-13,0%	106,3%
Bois, charbon de bois et ouvrages en bois ; liège	1 228,9	1 292,7	1 395,4	1 410,7	2 342,5	66,0%	90,6%
Pâte de bois ou d'autres matières fibreuses cellulosiques	7 533,4	12 678,3	11 097,3	9 348,1	14 488,6	55,0%	92,3%
Matières textiles et ouvrages en ces matières	8 093,4	14 279,6	13 452,2	17 028,3	15 870,4	-6,8%	96,1%
Chaussures, coiffures, parapl., parasols, cannes, fouets	1 739,6	1 725,1	2 163,7	1 928,4	2 162,3	12,1%	24,3%
Ouvrages en pierres, plâtre, ciment, amiante, mica...	6 206,0	7 538,3	7 602,4	6 920,2	8 600,2	24,3%	38,6%
Perles fines/de cult., pierres gemmes, mét. précé.	87,9	171,1	235,1	183,9	227,8	23,9%	159,3%
Métaux communs et ouvrages en ces métaux	38 021,8	48 089,5	54 514,7	51 923,6	55 824,8	7,5%	46,8%
Machines et appareils, mat. électrique et leurs parties	99 394,0	89 693,1	108 980,7	100 241,1	116 830,2	16,5%	17,5%
Matériel de transport	60 362,5	51 083,3	58 039,0	54 499,4	44 560,5	-18,2%	-26,2%
Instruments et appareils d'optique, de photographie...	6 322,8	8 742,6	8 385,2	7 759,1	6 899,5	-11,1%	9,1%
Armes, munitions et leurs parties et accessoires	410,9	867,2	86,9	188,8	95,8	-49,2%	-76,7%

En glissement trimestriel, les importations ont enregistré une hausse de 12,2%, portant le niveau des importations de 744,5 milliards de FCFA au premier trimestre 2022 à 835,2 milliards de FCFA au deuxième trimestre 2022. Cette évolution s'explique principalement par la hausse des importations de la plupart des produits notamment, les produits des industries alimentaires ; boissons, alcools (+81,1%), le bois, charbon de bois et ouvrages en bois, liège (+66,0%) ; les pâtes de bois ou d'autres matières fibreuses cellulosiques (55,0%), les produits du règne végétal (34,6), les ouvrages en pierres, plâtre, ciment, amiante (24,3%), les perles fines pierres gemmes, métaux précieux (+23,9%), les produits minéraux (+22,8%), puis les machines et appareils, matériels, électriques et leurs parties(+16,5%).

Comparativement au même trimestre de 2021, on observe également une hausse de 37,9% des importations. Cette hausse annuelle est imputable principalement à l'évolution des importations des perles et métaux précieux (+159,3%), des peaux, cuirs, pelleteris et ouvrages en ces matières (+106,3%), des matières textiles et ouvrages en ces matières (+96,1%), des pâtes de bois ou d'autres matières fibreuses cellulosiques (+92,3%), des bois, charbon de bois et ouvrages en bois, liège (+90,6%) ; des produits du règne végétal (+86,0%), des produits minéraux (+67,5%), des métaux communs et ouvrages en ces métaux (+46,8%), des ouvrages en pierres, plâtre, ciment, amiante (+38,6 %) et des produits des industries alimentaires, boissons et alcools (+38,5%).

Source : MINEFID / INSD

EXPORTATIONS EN VALEURS (En mio de Francs CFA)	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	Glissement	
	2021	2021	2021	2022	2022	trimestriel	annuel
TOTAL	705 030,6	615 072,7	725 718,9	783 281,5	773 088,2	-1,3%	9,7%
dont :							
Animaux vivants et produits du règne animal	88,1	358,1	388,7	319,0	340,2	6,6%	286,1%
Produits du règne végétal	48 376,2	25 024,1	35 424,7	47 513,3	76 668,3	61,4%	58,5%
dont arachides, sésame et autres graines et fruits oléagineux	7 157,1	4 068,2	29 925,9	27 828,5	8 988,1	-67,7%	25,6%
Graisses et huiles animales ou végétales	5 235,0	2 474,5	5 348,2	5 415,4	6 149,4	13,6%	17,5%
Produits des industries alimentaires ; boissons, alcools	5 171,8	2 900,5	2 854,6	5 425,5	4 874,6	-10,2%	-5,7%
Produits minéraux	29 153,6	27 363,3	25 379,2	44 846,2	21 493,7	-52,1%	-26,3%
Produits des indust. chimiq. ou des indust. connexes	1 952,1	1 782,6	1 699,0	2 344,7	2 614,1	11,5%	33,9%
Mat. plastiç. et ouvrages en ces matières ; caoutchouc	562,9	184,4	1 242,0	362,6	403,6	11,3%	-28,3%
Peaux, cuirs, pelletteries et ouvrages en ces matières	46,0	3,4	66,9	99,7	111,8	12,2%	143,2%
Bois, charbon de bois et ouvrages en bois ; liège	24,7	27,9	10,0	102,2	32,1	-68,6%	29,5%
Pâte de bois ou d'autres matières fibreuses cellulosiques	76,1	108,3	107,8	496,2	881,9	77,7%	1058,2%
Matières textiles et ouvrages en ces matières	79 403,7	5 078,0	62 958,1	135 581,0	62 719,8	-53,7%	-21,0%
dont coton fibre	79 308,7	4 951,1	62 801,6	135 349,7	62 636,5	-53,2%	-21,0%
Chaussures, coiffures, parapl., parasols, cannes, fouets	36,9	5,9	12,2	10,2	14,2	39,0%	-61,6%
Ouvrages en pierres, plâtre, ciment, amiante, mica	3,6	8,4	21,3	32,5	88,2	171,4%	2323,2%
Perles fines/de culture, pierres gemmes, mét. précieux	523 051,2	539 475,2	571 955,0	525 759,9	584 916,6	11,3%	11,8%
dont or	522 087,9	538 497,3	571 025,1	524 991,4	584 056,0	11,3%	11,9%
Métaux communs et ouvrages en ces métaux	2 828,7	3 898,2	3 132,9	3 698,6	4 670,6	26,3%	65,1%
Machines et appareils, mat. électrique et leurs parties	4 881,6	4 535,0	8 928,2	6 706,8	3 021,9	-54,9%	-38,1%
Matériel de transport	3 688,4	1 204,1	5 862,7	4 125,9	3 512,9	-14,9%	-4,8%
Instruments et appareils d'optique, de photographie	174,3	261,9	126,6	88,6	273,6	208,7%	56,9%
Marchandises et produits divers	223,9	328,2	160,5	151,7	289,1	90,6%	29,1%

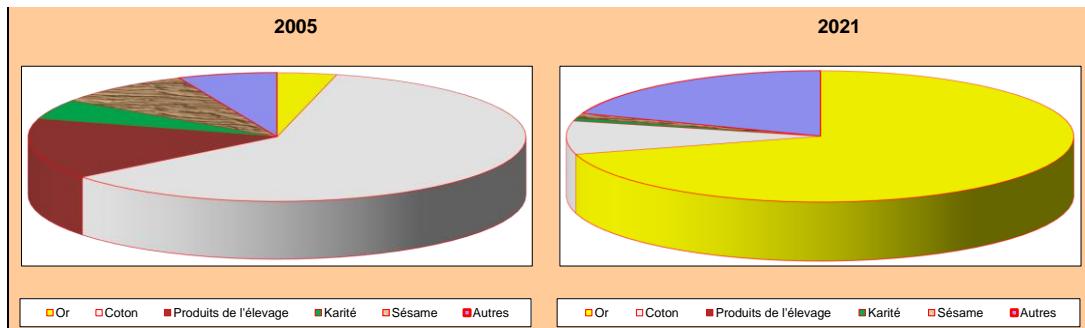


Au deuxième trimestre 2022, les exportations enregistrent une baisse de 1,3% comparativement au trimestre précédent, portant le niveau des exportations de 783,3 milliards FCFA au premier trimestre 2022 à 773,1 milliards FCFA au deuxième trimestre 2022. Cette baisse est imputable principalement à la baisse des principaux produits exportés par le pays. En effet, les exportations du bois, charbon de bois et ouvrages en bois ; liège ont enregistré un recul de 68,6%, passant de 102,2 milliards de FCFA au premier trimestre 2022 à 32,1 Milliards au deuxième trimestre 2022, de même les exportations d'arachides, sésame et autres graines et fruits oléagineux ont baissé de 67,7% ; il en est de même des matières textiles et ouvrages en ces matières qui ont baissé de 53,7%, passant de 135,6 Milliards de FCFA au premier trimestre 2022 à 62,6 milliards FCFA au deuxième trimestre 2022. L'or non monétaire qui est le principal produit d'exportation a progressé de 11,3%. Quant aux exportations de coton, elles ont chuté de 53,7% en raison du caractère saisonnier de la production du coton.

En glissement annuel, on observe une hausse de 9,7% des exportations, soit une augmentation de 68,1 milliards de FCFA par rapport au même trimestre de 2021. Cette évolution est imputable principalement à la hausse des exportations des ouvrages en pierres, plâtre, ciment, amiante qui ont été multipliés par 20, des pâtes de bois ou d'autres matières fibreuses cellulosiques qui ont été multipliés par 10 et celle des animaux vivants et produits du règne animal qui ont été multipliés par 3.

Source : MINEFID / INSD

EXPORTATIONS EN VALEURS	2005	2018	2019	2020	2021
Part de l'or dans total	3,9%	54,2%	57,8%	73,5%	70,6%
Part du coton dans total	60,4%	8,1%	9,0%	5,4%	8,2%
Part des produits de l'élevage dans total	15,3%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Part du karité dans total	5,1%	1,0%	1,7%	0,9%	0,8%
Part du Sésame dans total	8,9%	3,2%	1,8%	1,3%	1,1%
Part des autres produits dans total	6,5%	33,4%	29,8%	18,8%	19,3%

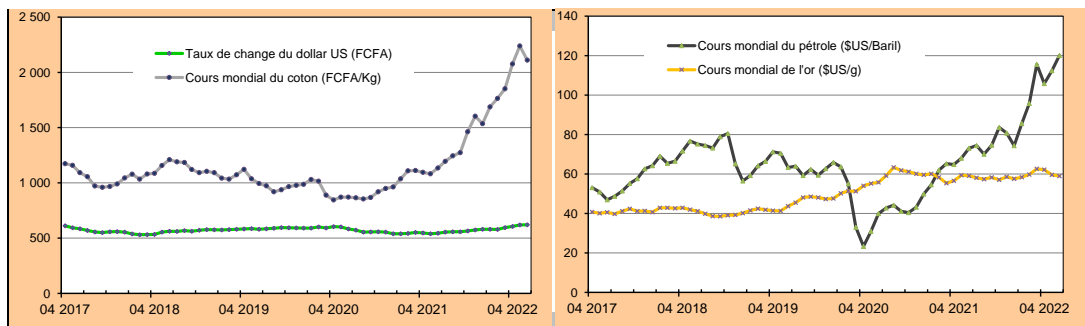


Depuis 2008, à la faveur de la reprise de l'exploitation industrielle des gisements d'or, la structure des exportations burkinabé a observé une mutation. D'une structure où prédominaient les exportations du coton (57%) et celles de produits de l'élevage (20,1%) en 2002, il ressort une prédominance de l'or avec 70,6% de la part des exportations en 2021. Cela se justifie principalement par les productions industrielles d'or qui ont atteint 66,86 tonnes en 2021.

Source : MINEFID / INSD

COURS DES MATIERES PREMIERES

MARCHÉ INTERNATIONAL Moyenne trimestrielle	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	Glissement	
	2021	2021	2021	2022	2022	trimestriel	annuel
Taux de change du Dollar (en Francs CFA)	544,1	556,5	573,5	584,5	615,8	5,4%	13,2%
Cours mondial du pétrole (en \$ US / Baril)	68,6	73,0	79,6	99,0	112,7	13,9%	64,3%
Cours mondial du coton (Indice Liverpool \$ US / tonne)	2 029,1	2 224,3	2 674,6	3 024,7	3 477,7	15,0%	71,4%
Cours mondial de l'Or (en \$ US / g)	58,3	57,9	57,7	60,3	60,3	0,0%	3,3%
Cours mondial du pétrole (1.000 Francs CFA / Baril)	37,3	40,6	45,6	57,9	69,5	19,9%	86,1%
Cours mondial du coton (FCFA / Kg)	1 104,0	1 237,8	1 534,1	1 768,3	2 141,9	21,1%	94,0%
Cours mondial de l'Or (1.000 Francs CFA / g)	31,7	32,2	33,1	35,2	37,1	5,3%	16,9%
Pouvoir d'achat pétrolier du coton	0,030	0,030	0,034	0,031	0,031	0,0%	4,5%



- Taux de change du dollar :

Sur le marché des changes, **le cours du dollar sur le FCFA poursuit sa hausse soutenue**. Au deuxième trimestre 2022, le cours s'est accru de 5,4% en ressortant en moyenne à 615,8 FCFA contre 584,5 FCFA le trimestre précédent. Il en est de même en glissement annuel où son cours se situe au dessus de sa valeur par rapport au franc FCFA au même trimestre de l'année précédente. Il est en appréciation de 13,2% ce trimestre comparativement au même trimestre de 2021. Cette évolution reste expliquée par les mesures de soutien de la politique monétaire aux Etats-Unis induits par les inquiétudes liées à l'inflation mondiale.

- Prix des produits exportés :

Progression soutenue du cours du coton sur les marchés mondiaux depuis le troisième trimestre 2020. La hausse du cours du coton s'est raffermie au deuxième trimestre 2022 et reste expliquée par les mesures de soutien de la politique monétaire aux Etats-Unis induits par les inquiétudes liées à l'inflation mondiale: 3477,7 dollars la tonne contre 3024,7 dollars au trimestre précédent, soit +15,0% de hausse. En glissement annuel, il a augmenté de 71,4%. Mieux, converti en francs CFA, la fibre de coton valait 2141,9 FCFA le kilogramme au deuxième trimestre 2022, contre 1768,3 FCFA au trimestre précédent, soit une hausse de 21,1% et un doublement du cours en glissement annuel (+94,0%). L'évolution du cours du coton reste expliquée par la forte demande mondiale.

- Cours de l'or:

Au deuxième trimestre 2022, **le cours de l'or est resté stable**. Le cours du métal jaune n'a pas connu d'évolution en rythme trimestriel. En effet, le cours de l'or s'est affiché, en moyenne à 60,3 dollars le gramme ce trimestre comme au premier trimestre 2022. Mais, sur la base annuelle, le cours de l'or est au dessus du niveau du même trimestre de l'année passée, avec une hausse de 3,3% au deuxième trimestre 2022. Converti en francs CFA, à la faveur de la hausse du dollar, l'or s'est échangé en moyenne à 37 098 francs le gramme, en hausse de 5,3% en rythme trimestriel et de 16,9% en glissement annuel. Malgré la quasi stabilité du cours de l'once d'or, son niveau reste toujours élevé en lien avec les incertitudes exacerbées par la crise russo-ukrainienne.

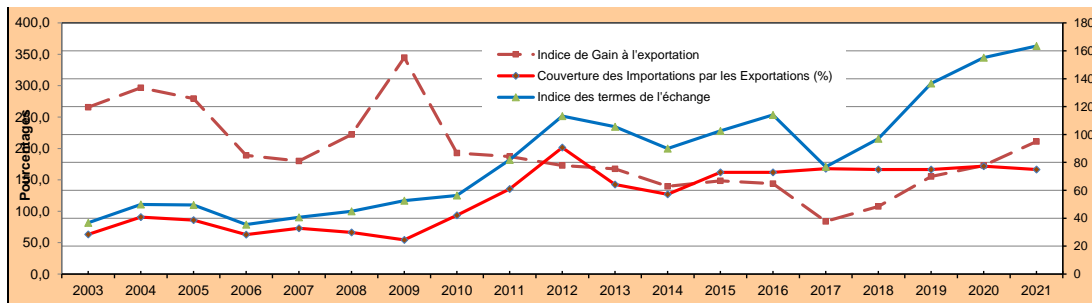
- Prix des produits importés :

Sur le marché du pétrole, le deuxième trimestre 2022 a connu un **maintien de la hausse tendancielle des cours** entamée depuis le 3^{ème} trimestre 2020. Le cours du baril de Brent s'est situé en moyenne à 112,7 dollars au deuxième trimestre 2022 contre 99,0 dollars le trimestre précédent, correspondant à une augmentation de 13,9%. Comparé à la même période en 2021, le cours du baril de pétrole a enregistré une hausse de 64,3%. Exprimé en franc FCFA, il est en hausse de 19,9% et 86,1%, respectivement en rythme trimestriel et en glissement annuel. Le niveau élevé du cours du pétrole depuis le mois de mars 2022 s'expliquerait par les effets de la crise russo-ukrainienne.

Source : MINEFID / D.G.E.P.

INDICES DU COMMERCE EXTERIEUR

TERMES DE L'ECHANGE Base 100 = 2007	12 2017	12 2018	12 2019	12 2020	12 2021	Var. vendredi	
						Var./jeudi	Var./mardi
Indice prix à l'exportation	178,3	263,1	263,4	314,0	308,5	-1,8%	17,1%
Indice prix à l'importation	82,7	86,7	76,4	76,1	84,9	11,7%	11,1%
Indice des termes de l'échange	215,5	303,5	344,6	412,8	363,2	-12,0%	5,4%
Indice de gain à l'exportation	48,5	69,9	77,8	67,1	94,9	41,5%	22,0%
Couverture des Importations par les Exportations (%)	74,9	74,9	77,3	105,8	74,9	-29,2%	-3,1%



Le taux de couverture des exportations par les importations a eu une allure tendancielle croissante depuis 2007. Il a progressé de 21,1% en décembre 2007 pour s'établir à 90,6% en 2011, année d'établissement de son premier pic dont l'évolution est en relation avec le boom minier. Depuis lors, le taux de couverture a oscillé autour de cette tendance pour atteindre un nouveau pic de 74,9% en décembre 2021 toujours en lien avec l'expansion minière.

Source : MINEFID / INSD

Définitions et abréviations

BCEAO :	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
DGEP :	Direction Générale de l'Economie et de la Planification
DGESS :	Direction Générale des Etudes et des Statistiques Sectorielles
DGTCP :	Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique
ENEC :	Enquête Nationale sur les Effectifs du Cheptel
Est. :	Estimation
IHPC :	Indice Harmonisé des Prix à la Consommation
INSD :	Institut National de la Statistique et de la Démographie
MAAH :	Ministère de l'Agriculture et des Aménagements Hydrauliques
MINEFID :	Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement
MRAH :	Ministère des Ressources Animales et Halieutiques
Prov. :	Données provisoires
SONAGESS :	SOciété NATIONALE de GEstion du Stock de Sécurité alimentaire
TOFE :	Tableau des Opérations Financières de l'Etat
UEMOA :	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

Elevage :

On entend de certains termes les définitions suivantes :

- taureau : bovin mâle de plus de trois ans,
- bélier : ovin mâle entier de plus de 15 mois ; ayant au moins 2 dents adultes,
- bouc : caprin mâle de plus de 15 mois ; ayant au moins 2 dents adultes.

Les marchés de référence sont :

- marché de production : Béna (province des Banwas, région de la Boucle du Mouhoun), To et Yilou
- marché d'exportation : Pouytenga (province du Kouritenga, région du Centre – Est), Fada N'Gourma et Bobo Colma.

Les données sur les prix des animaux sont collectées tous les jours de marché par des enquêteurs du dispositif du système d'information sur les marchés à bétail (SIM bétail).

Les effectifs du cheptel sont les résultats de deux enquêtes nationales réalisées respectivement en 1990 et en 2003 et

Monnaie :

Les disponibilités monétaires (M1), correspondent à une notion étroite de la monnaie. Elles comprennent la monnaie fiduciaire qui est composée des billets et pièces émis par l'agence nationale de la BCEAO pour le Burkina Faso, desquels on déduit les encaisses du Trésor et des banques, et la monnaie scripturale qui correspond aux soldes créditeurs des comptes de dépôts à vue en francs CFA ouverts au nom des particuliers et entreprises dans les banques, à la BCEAO et auprès des centres de chèques postaux. La monnaie au sens large (M2) comprend en plus de M1, les avoirs sous forme de bons de caisse, comptes à terme et autres comptes d'épargne gérés par les banques pour le compte des agents économiques.

Le ratio M1/PIB exprime le taux de liquidité de l'économie, tandis que le ratio M2/PIB, est appelé "profondeur financière". En effet, la qualité de l'intermédiation financière et les écarts entre les agents à capacité de financement et ceux à besoin de financement peuvent être appréhendés par un indicateur comme M2/PIB. Il évolue souvent dans le même sens que le taux de liquidité mais à un niveau plus élevé.

Commerce extérieur:

L'indice des termes de l'échange (ITE) est l'indice Paasches des prix à l'exportation (IPPE) rapporté à l'indice Paasches des prix à l'importation (IPPI). Si $ITE < 100$ on dit qu'il y a détérioration des termes de l'échange: ce qui signifie qu'il faudra exporter plus pour pouvoir payer une même quantité de produits étrangers achetés auparavant. Si $ITE > 100$ on dit qu'il y a amélioration des termes de l'échange : c'est à dire qu'une même quantité de produits nationaux permet maintenant d'acquérir une quantité plus importante de produits étrangers.

L'indice de gain à l'exportation (IGE) est égal à l'indice des termes de l'échange (ITE) rapporté à l'indice Laspeyres de volume

Soldes d'opinions:

Les soldes d'opinions sont des indicateurs de perception des chefs d'entreprises, obtenus en faisant la différence entre la proportion de répondants ayant exprimé une opinion positive (hausse) et la proportion de répondants ayant exprimé une

Moyenne quinquennale:

Pour les comparaisons aux trimestres des cinq dernières années, la moyenne quinquennale d'un trimestre i est obtenue en calculant la moyenne des cinq trimestres i des années considérées. Ainsi pour une année n, le taux de croissance du trimestre i par rapport aux cinq dernières années s'obtient par la formule:

où $X_{n,i}$ représente la valeur de X au trimestre i de l'année n.

$$\frac{\sum_{k=1}^5 X_{n-k,i}}{X_{n,i}}$$

Crédit des contributions

<i>NOM, Prénoms</i>	<i>Tâches</i>	<i>Structures</i>
RAMDE, B. François KABORE, Barbi NIANGAO, Issaka	Coordonnateurs généraux	INSD
KABORE, Barbi	Indice harmonisé des prix à la consommation	INSD
TASSEMBEDO Mathieu	Prix des produits de l'élevage	DGESS/MRAH
ZANGO/ZEBA Salimata	Prix des produits agricoles	SONAGESS
PODA Ansonibè	Soldes d'opinions	INSD
SOME, Sankar Placide	Indice harmonisé de la production industrielle	INSD
TASSEMBEDO Mathieu	Production de l'élevage	DGESS/MRAH
ZANGO/ZEBA Salimata	Production de l'agriculture	SONAGESS
OUEDRAOGO Mahamadi MILLOGO, François BASSOLE, Wilfried Gustave	Finances publiques	DGESS/MINEFID DGTCP DGTCP
TRAORE, Sibiri	Situation monétaire	BCEAO
TRAORE, Sibiri	Secteur extérieur (Balance des paiements)	BCEAO
SARA Karim	Secteur extérieur (Export - Import)	INSD
TOUGMA, Jean Gabriel SAWADOGO P. Dieudonné NEYA Ferdinand	Secteur extérieur (Cours des matières premières) Comptes nationaux trimestriels	DGEP INSD